



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
13 août 2003
Français
Original: anglais

Deuxième session ordinaire de 2003

8-12 septembre 2003, New York

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Plan de financement pluriannuel

**Deuxième plan de financement pluriannuel,
2004-2007**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Abréviations.		3
I. Introduction.	1-2	6
II. Historique.	3-14	6
A. Centrage et positionnement stratégiques des programmes.	5-7	7
B. Concordance des objectifs du plan de financement pluriannuel, des domaines de pratique du PNUD et des objectifs de développement du Millénaire.	8-10	7
C. Qualité et pertinence des programmes.	11	8
D. Optimisation et rationalisation de la gestion axée sur les résultats au PNUD	12-14	8
III. Fondations conceptuelles du plan de financement pluriannuel 2004-2007.	15-25	9
A. Déclaration du Millénaire et objectifs de développement du Millénaire	16-18	9
B. Besoins des pays de programme.	19	10
C. Programme de réformes de l'ONU.	20-22	10
D. Un organisme renouvelé qui privilégie les résultats.	23-25	11
IV. Objectifs stratégiques du plan de financement pluriannuel pour la période de 2004 à 2007.	26-37	12
A. Objectifs du PFP et demandes d'appui des pays de programme.	27-29	12
B. Objectifs du PFP et mandats internationaux du PNUD.	30	13
C. Principaux objectifs proposés dans le PFP.	31-37	13



V.	Cadre de résultats stratégiques pour la période de 2004 à 2007	38–48	14
A.	Un CRS plus simple et mieux ciblé	39–41	14
B.	Mise à profit des avantages du PNUD	42–47	15
C.	Objectifs stratégiques et lignes de services	48	17
VI.	Stratégies d'organisation pour le deuxième plan de financement pluriannuel, 2004-2007	49–86	18
A.	Contribution à l'efficacité du développement au niveau des pays	54–60	19
A.1	Développement des capacités nationales	55	20
A.2	Renforcement de l'appropriation des programmes par les pays	56	20
A.3	Promotion et encouragement d'un cadre d'intervention favorable	57	20
A.4	Promotion de l'égalité entre les sexes	58	21
A.5	Constitution de partenariats axés sur les résultats	59–60	21
B.	Renforcer les capacités organisationnelles pour accroître l'efficacité des activités de développement	61–79	21
B.1	Offrir des services fondés sur le savoir	64–70	22
B.2	Améliorer l'efficacité et les résultats	71–79	24
C.	Renforcer les partenariats à l'intérieur et en dehors du système des Nations Unies	80–86	26
C1.	Renforcer le rôle du coordonnateur résident dans la constitution de partenariats autour des objectifs du Millénaire	83–84	26
C2.	Appliquer le programme de simplification et d'harmonisation pour obtenir globalement des résultats plus importants au niveau des pays ..	85–86	27
VII.	Cadre intégré de gestion des ressources, 2004-2007	87–91	27
VIII.	Conclusion	92–94	29
Annexes			
1.	Objectifs et lignes de services du PNUD pour la période 2004-2007		30
2.	Cadre intégré de ressources (CIR), 2004-2007		67
3.	Allocation des ressources par catégorie budgétaire (2004-2007)		69

Abréviations

AG	Assemblée générale
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
BAfD	Banque africaine de développement
BCP	Bilan commun de pays
BGD	Bureau du Groupe pour le développement
BP	Bureau de pays
BSAI	Bureau des services d'achats interorganisations
CAD	Comité d'aide au développement (de l'OCDE)
CCSR	Centre de contact sous-régional
CDTA	Centre de développement des terres arides
CEAH	Comité exécutif pour les affaires humanitaires
CIAR	Cadre intégré d'allocation des ressources
CIHEL	Conseil international pour les initiatives écologiques locales
CIRAF	Centre international pour la recherche en agroforesterie
CNULD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
CPI	Comité permanent interorganisations
CRS	Cadre de résultats stratégiques
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
DAD	Département des affaires de désarmement
DAP	Département des affaires politiques (ONU)
DDR	Désarmement, démobilisation et réinsertion
DOMP	Département des opération de maintien de la paix
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GAR	Gestion axée sur les résultats
GPL	Gaz de pétrole liquéfié
IPF	Indicateur de la participation des femmes
ICARDA	Centre international de recherches agricoles dans les zones arides

ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides
ISDH	Indicateur sexospécifique du développement humain
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectifs de développement du Millénaire
OMI	Organisation maritime internationale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le syndrome d'immunodéficience acquise et le virus d'immunodéficience humaine
OSC	Organisation de la société civile
PCN	Pays contributeur net
PFP	Plan de financement pluriannuel
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
POP	Polluants organiques persistants
PPTE	Pays pauvres très endettés
PRI	Pays à revenu intermédiaire
RAAR	Rapport annuel axé sur les résultats
RDH	Rapport sur le développement humain
RNDH	Rapport national sur le développement humain
Sida	Syndrome d'immunodéficience acquise
SFI	Société financière internationale
SMDD	Sommet mondial pour le développement durable
SMO	Substances menaçant l'ozone
SPR	Système de planification des ressources
TIC	Technologies de l'information et des communications
TICD	Technologies de l'information et des communications pour le développement
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

UE	Union européenne
UICN	Union mondiale pour la nature (ex-Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour le femme
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNSO	Bureau de la lutte contre la désertification et la sécheresse (ex-Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne)
VNU	Volontaires des Nations Unies

I. Introduction

1. Suite à la décision 2003/8 du Conseil d'administration, le présent document soumet des propositions pour le deuxième plan de financement pluriannuel (PFP) pour la période 2004-2007. Il décrit les buts stratégiques et les lignes de services que suivra l'organisation et précise ses stratégies organisationnelles pendant cette période. Il prolonge et raffine les objectifs et stratégies exposés dans les plans d'action pour 2002-2003 (DP/2000/8), présentés en janvier 2000 à la première session ordinaire du Conseil d'administration. L'emploi prévu des ressources visées dans les prévisions budgétaires biennales pour 2004-2005 (DP/2003/28), dont va être saisi le Conseil à la présente session est en tout conforme aux stratégies énoncées dans le présent document.

2. Vu les choix programmatiques des pays de programme constatés sur le terrain et en liaison avec le consensus mondial exprimé dans la Déclaration du Millénaire et les objectifs de développement du Millénaire (OMD), les orientations stratégiques proposées dans ce document tracent un terrain d'entente où ces deux éléments convergent. Le PFP est conçu comme un instrument essentiel pour la gestion, le contrôle et les responsabilités stratégiques du PNUD et pour les intéressés extérieurs.

II. Historique

3. Dans sa décision 98/1, le Conseil d'administration a adopté des principes directeurs pour mieux centrer le PNUD programmatiquement et prié l'Administrateur de les mettre en oeuvre, notamment par un mécanisme d'application, de mesure d'impact et d'évaluation. Dans sa décision 98/23, le Conseil a chargé le PNUD d'élaborer un plan de financement pluriannuel intégrant les objectifs des programmes, les ressources et les résultats en fonction des priorités et de l'orientation du PNUD, ce qui est conforme avec les recommandations du Secrétaire général à l'Assemblée générale : les plans de financement pluriannuel devraient être introduits dans tout le système des Nations Unies et lui servir de mécanismes d'annonces de contributions permettant aux donateurs de lier celles-ci aux résultats, à la performance des programmes et à l'efficacité de l'aide. La présentation au Conseil d'administration en 1999 du premier plan de financement pluriannuel et son adoption par les décisions 99/1 et 99/23 du Conseil ont amorcé la transformation du PNUD en organisation basée sur les résultats.

4. Pendant la première période de PFP, le PNUD a surveillé le passage à la gestion basée sur les résultats en cherchant des réponses à des questions centrales qui, ensemble, permettent de suivre le comportement de l'organisation et qui sont : la mesure dans laquelle le PNUD a réussi, au niveau du pays, à évoluer vers le centrage et le positionnement stratégiques des programmes; l'efficacité avec laquelle il a recouru au plaidoyer, au dialogue d'orientation et à sa présence dans les pays pour appuyer les politiques nationales; et l'efficacité avec laquelle il a, à l'aide des partenariats, encore réformé le développement. Dans les documents du Conseil d'administration présentés à la session annuelle de juin 2003 (DP/2003/12 et DP/2003/CRP.14), le PNUD a évoqué les grandes orientations et les enseignements majeurs afin d'influencer la formulation et le parachèvement du PFP 2004-2007. Le Conseil lui a donné d'utiles orientations par sa décision 2003/8. Le présent chapitre

récapitule les grandes questions qui, issues de cet exercice, ont servi à formuler le nouveau PFP.

A. Centrage et positionnement stratégiques des programmes

5. Les divers efforts pour centrer le programme ont connu des succès réels mais inégaux. conformément à son cadre de résultats stratégiques (CRS), le PNUD a fait d'énormes progrès dans le recentrage programmatique au niveau des pays. Mais il ne s'est pas agi que de réduire le nombre des résultats, mais de préciser les programmes et de les positionner au mieux. Sachant que le choix visé mêle les priorités des pays et des donateurs, les buts institutionnels et les capacités des bureaux de pays, les secteurs visés et les issues correspondantes doivent être positionnés de manière à former un tout cohérent et solidaire. Les programmes de pays sont de plus en plus cohérents dans leur gamme de résultats, mais ce processus dépend des impératifs divers d'un ensemble de partenaires nationaux. De ce fait, il arrive que les résultats programmatiques semblent disparates et divergents. On en déduit qu'à l'avenir il faudra encourager les bureaux à utiliser une stratégie qui facilite les liens interthématiques et la complémentarité des cibles.

6. Comme il est dit dans le rapport orienté sur les résultats de l'an 2000, l'application initiale du CRS dans les pays a donné en moyenne 13 ou 14 résultats par bureau. À la mi-2003, plus de 40 programmes de pays désormais axés sur les résultats avaient été approuvés par le Conseil d'administration. Chacun vise en moyenne huit ou neuf résultats convenus. De plus, l'analyse des CRS au niveau des pays montre que l'introduction de la programmation stratégique au PNUD a, avec le temps, aidé à fortement réduire et à éliminer les activités extérieures à son PFP.

7. De l'orientation donnée par le Conseil à la session annuelle de 2003 et de ce qui ressort des discussions officielles avec et entre ses membres, il appert que le PNUD doit recentrer son PFP et ses domaines de pratique tout en réaffirmant son but suprême : réduire la pauvreté. Le PNUD entend continuer à recentrer sa stratégie et à mieux positionner ses programmes au niveau des pays. Le PFP 2004-2007 est un élément crucial de cet effort.

B. Concordance des objectifs du plan de financement pluriannuel, des domaines de pratique du PNUD et des objectifs de développement du Millénaire

8. Depuis l'adoption du premier PFP et du cadre institutionnel de résultats stratégiques en 1999, deux grands événements, l'un externe et l'autre interne, ont directement influencé les buts organiques et les secteurs d'appui aux programmes de pays du PNUD. D'abord, les dirigeants mondiaux réunis en septembre 2000 au Sommet du Millénaire sont convenus de la Déclaration du Millénaire et des objectifs de développement du Millénaire, dont la plupart doivent être atteints en 2015. Les OMD comportent un plan pour réaliser le développement humain qui a l'adhésion politique de la communauté internationale. Dans sa décision 2003/8, le Conseil d'administration a souligné le rôle du PNUD au service des OMD.

9. Ensuite, l'institution de domaines de pratique du PNUD lui permet de fournir aux pays de programme l'appui organique de qualité qu'il leur doit, en encourageant

une culture interne de partage des connaissances et de développement des aptitudes techniques, en misant sur la grande expérience de son réseau. À mesure qu'il s'oriente vers des services consultatifs d'orientation et de développement des capacités, il lui faut renforcer sa base de connaissances techniques dans ses grands domaines de pratique (dont il sera question à la section VI ci-dessous).

10. Dans sa décision 2003/8, le Conseil d'administration a demandé que le PFP 2004-2007 mette en concordance les domaines de pratique, le PFP lui-même et l'appui du PNUD aux OMD et à ce qu'il clarifie les liens qui les unissent. Il vise donc à les intégrer dans un même cadre stratégique unifié. La section III du rapport s'étendra là-dessus et sur d'autres fondations conceptuelles de ce PFP.

C. Qualité et pertinence des programmes

11. En 2001, le CRS a été absorbé dans l'esquisse des programmes de pays afin que, chaque fois qu'on en formule un, le PNUD établisse, en dialoguant avec le gouvernement et les autres intéressés nationaux, des résultats et des produits à viser. Les résultats produits du CRS évoluent en résultats et produits de programme de pays et les bureaux de pays établissent de plus en plus les résultats des programmes en consultant leurs homologues nationaux. De plus, les liens entre les résultats et leurs produits se renforcent à mesure que les bureaux de pays et les homologues nationaux comprennent mieux les démarches fondées sur les résultats. Cette expérience mouvante montre une compréhension grandissante de « la hiérarchie des résultats » et indique même que de plus en plus de ceux-ci se situent dans les contextes nationaux et représentent des priorités partagées et concrètes.

D. Optimisation et rationalisation de la gestion axée sur les résultats au PNUD

12. La gestion axée sur les résultats au PNUD repose sur quatre grands piliers :

- a) Définition des buts stratégiques qui centrent l'action;
- b) Énoncé des résultats attendus et mesurables qui contribuent à ces buts et alignent derrière eux les programmes, les partenariats et les ressources;
- c) Surveillance et évaluation permanentes des performances, intégrant les enseignements dans la planification;
- d) Plus de comptes à rendre, grâce à des enseignements continus visant à améliorer la performance.

13. Depuis quatre ans, le PNUD exécute et assimile le « cycle vertueux » qu'implique le processus ci-dessus et tire les enseignements qui y ont mené pour ajuster et raffiner sa stratégie de gestion axée sur les résultats (GAR). Simplifier, harmoniser et créer des instruments opérationnels : autant de pas dans cette voie. De plus, une série d'évaluations continues a donné des apports précieux qui ont influencé les objectifs révisés de contrôle de l'organisation.

14. Le Conseil d'administration a plusieurs fois – tout récemment dans sa décision 2003/8 – prié le PNUD de simplifier la structure et le format de sa programmation des résultats et de son système de gestion. Les réactions des bureaux de pays

confirment qu'une architecture à trois étages dans la partie institutionnelle du CRS – avec objectifs, sous-objectifs et domaines d'intervention stratégiques –, trop lourde, est à simplifier. De plus, le grand nombre de ces domaines d'intervention (45) dans le premier PFP a contribué à fragmenter les programmes et, de ce fait, les résultats. Le deuxième PFP comportera une structure plus simple, à deux étages, tenant compte de ces préoccupations.

III. Fondations conceptuelles du plan de financement pluriannuel 2004-2007

15. Les objectifs et lignes de services stratégiques contenus dans le PFP 2004-2007 ont été influencés par d'importantes considérations à quatre niveaux : i) la Déclaration du Millénaire et les OMD, assise de toutes les activités du PNUD pendant cette période; ii) la demande d'appui des pays au PNUD que reflètent les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et les programmes de pays, indication des besoins et priorités des pays de programme; iii) le programme de réformes du Secrétaire général qui oblige le PNUD à coordonner et à concilier toutes les activités des Nations Unies au niveau des pays, notamment s'agissant d'atteindre les OMD; et iv) la transformation du PNUD quant à son efficacité opérationnelle depuis l'application, en 2000, du premier PFP. Ces quatre piliers forment la base conceptuelle des buts stratégiques du PNUD dans la deuxième période de PFP et facilitent l'identification des lignes de services pour chaque objectif.

A. Déclaration du Millénaire et objectifs de développement du Millénaire

16. Avec la Déclaration du Millénaire, les OMD comportent un plan pour réaliser le développement humain qui a l'adhésion politique de la communauté internationale. Il est à noter que, pour la première fois, les OMD codifient et cristallisent en buts très précis les concepts de développement humain et d'extirpation de la pauvreté depuis longtemps défendus par le PNUD. Les OMD donnent aux praticiens du développement un important repère sur le plan de la pratique et des comptes à rendre. Issus d'une série de conférences des Nations Unies qui, en 10 ans, ont abouti à la Déclaration du Millénaire signée par 189 pays, les objectifs qui sont au coeur du Consensus de Monterrey et du Plan d'application de Johannesburg. Leur simplicité et leur mesurabilité en font un moyen idéal pour prôner les grandes réformes.

17. Les OMD sont l'inspiration suprême qui guide l'objectif d'extirpation de la pauvreté pour les raisons suivantes :

- a) La prééminence de la réduction de la pauvreté en tant que but du développement du Millénaire, sur le mandat et le rôle primordiaux du PNUD dans la communauté de développement;
- b) Le rôle essentiel des OMD dans la promotion de l'axe de l'orientation et de la cohésion stratégiques des activités de développement des Nations Unies;
- c) La forte contribution des OMD à un consensus politique vers une même inspiration suprême pour la promotion du développement humain;

- d) La valeur opérationnelle des OMD, ensemble de buts concrets et à délai;
- e) L'importance de l'imbrication des OMD et les incidences de leur approche holistique sur la stratégie et les opérations du PNUD.

18. Par-delà la directive donnée au PNUD dans la décision 2003/8 du Conseil d'administration qui les met au centre des objectifs stratégiques des organisations, le Secrétaire général a chargé l'Administrateur du PNUD de coordonner les OMD dans le système des Nations Unies. À ce titre, le PNUD travaille avec ses homologues au niveau des pays pour fixer des buts nationaux au vu des OMD, établir des mécanismes de contrôle, mobiliser l'appui du public aux OMD et préparer des rapports nationaux sur eux.

B. Besoins des pays de programme

19. La force du PNUD, présent dans 136 pays, a toujours été que ses programmes sont élaborés par les pays eux-mêmes et ancrés dans le contexte local, quoique subordonnés à son mandat et aux orientations arrêtées par son conseil d'administration. Le PNUD demeure attaché à cette politique, sans laquelle les programmes perdraient beaucoup de leur utilité et ne pourraient ni être maîtrisés par les pays, ni s'inscrire dans le long terme. Le choix des objectifs et lignes de services présentés dans le présent document repose donc sur une évaluation de la demande réelle des pays. On trouvera à la section IV des renseignements détaillés sur cette évaluation.

C. Programme de réformes de l'ONU

20. Selon les principes de la Charte des Nations Unies, l'Organisation collabore avec les États Membres pour maintenir la paix et la sécurité internationales et promouvoir le progrès social, l'amélioration des conditions de vie et le respect des droits de l'homme. Le programme de réformes du Secrétaire général repose sur ces objectifs fondamentaux et trouve écho dans la Déclaration du Millénaire. Il prévoit divers changements dans la façon dont l'Organisation gère ses ressources et dans les relations qu'elle entretient avec ses partenaires extérieurs, changements qui doivent lui permettre de s'acquitter de ses mandats avec plus d'efficacité et d'efficience en exploitant au mieux les ressources et les compétences des diverses entités du système. En tant qu'organisme de développement et bras opérationnel du système dans 136 pays, le PNUD peut faire beaucoup pour que ces réformes aboutissent.

21. Un des grands objectifs des réformes est que les activités opérationnelles et les programmes soient plus cohérents et mieux coordonnés au niveau des pays, de sorte qu'ils contribuent le plus possible à la réalisation des OMD. Au cours de la période sur laquelle porte le deuxième PFP, le PNUD continuera, grâce au système des coordonnateurs résidents, de donner une cohésion accrue au système des Nations Unies. Le programme de réformes de l'ONU a inspiré au PNUD toute une série de réformes de gestion : rationalisation de l'organigramme, simplification des procédures, élimination des doubles emplois et du gaspillage, transparence accrue, décentralisation et gestion des ressources humaines fondée sur les compétences et sur le mérite. Ces réformes sont examinées à la section VI du présent document.

22. Les réformes du Secrétaire général ont transformé la façon dont l'Organisation des Nations Unies travaille avec ses partenaires extérieurs. Elles vont dans le sens de contacts plus concrets et plus systématiques avec la société civile et le secteur privé et confirment donc le bien-fondé de la démarche du PNUD, qui met l'accent sur les résultats des activités, à savoir les progrès du développement au niveau des pays, et sur la nécessité de créer des partenariats et de faire participer tous les intéressés pour obtenir ces résultats.

D. Un organisme renouvelé qui privilégie les résultats

23. Comme le Conseil d'administration en a été informé à sa session annuelle de 2003, il n'a pas été facile de faire du PNUD, dont le fonctionnement était essentiellement régi par des procédés, une organisation qui soit pour les pays de programme un partenaire de développement à la fois souple et doté d'orientations claires. Le PNUD a non seulement élaboré et adopté des instruments de programmation axés sur les résultats, mais aussi entrepris une refonte complète de ses procédés et systèmes, modifié la répartition interne de ses ressources et la structure de ses bureaux, et investi dans la formation de son personnel. Les systèmes de contrôle, de suivi, d'incitation et de récompense ont été remaniés dans l'optique des résultats que le Programme est déterminé à atteindre.

24. Pendant la plus grande partie de la période couverte par le premier PFP, le PNUD a élaboré et mis en place de nouvelles pratiques opérationnelles et arrêté les critères en fonction desquels seront mesurés les résultats. En tant qu'organisation mettant l'accent sur l'efficacité et les résultats, le PNUD entend être jugé par les parties prenantes sur la base de ce qu'il aura fait pour atteindre les objectifs du PFP, et il invite le Conseil d'administration à utiliser à cette fin les indicateurs proposés dans le présent rapport et dans d'autres documents. Sur le plan interne, ces indicateurs sont utilisés pour toutes les activités de suivi et de contrôle. Le deuxième PFP doit faire plus qu'énoncer les objectifs stratégiques du PNUD : il doit aussi constituer un instrument de responsabilisation plus souple que son prédécesseur.

25. Le deuxième PFP fait fond sur les progrès accomplis par le PNUD, au cours de la période précédente, sur le plan de son fonctionnement opérationnel. Certaines réformes essentielles ont déjà été mises en oeuvre et des mécanismes sont en train d'être mis au point pour que le PNUD puisse démontrer son efficacité et son efficience et en rendre compte. Au cours de la période couverte par le premier PFP, des progrès tangibles ont été accomplis dans les domaines suivants :

- a) Fonctionnement axé sur les pratiques;
- b) Meilleure définition des priorités stratégiques et opérationnelles;
- c) Généralisation et systématisation des méthodes axées sur les résultats;
- d) Transformation du PNUD en une organisation fondée sur les connaissances et les réseaux;
- e) Décentralisation accrue;
- f) Mise en place d'un système dans lequel les responsables et tous les fonctionnaires sont tenus responsables des résultats obtenus;

- g) Renforcement des partenariats et meilleur souci du client.

IV. Objectifs stratégiques du plan de financement pluriannuel pour la période de 2004 à 2007

26. Le PFP pour la période de 2004 à 2007 doit avant tout énoncer des objectifs stratégiques et recenser des domaines d'appui qui correspondent aux besoins des pays de programme, lesquels se reflètent dans les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et les programmes financés par le PNUD. Les OMD, les mandats plus généraux confiés à l'ONU et au PNUD par la Charte des Nations Unies et des accords internationaux, et la transformation du PNUD en un véritable agent de progrès du développement constituent à la fois le fondement de la légitimité politique des objectifs du PFP et le contexte global dans lequel s'inscrit la définition de ces objectifs. Le deuxième PFP propose donc divers objectifs découlant des programmes de pays en cours, des OMD et des mandats confiés au PNUD au Sommet mondial pour le développement durable et à la Conférence internationale sur le financement du développement.

A. Objectifs du PFP et demandes d'appui des pays de programme

27. Le choix des objectifs du deuxième PFP a été fortement influencé par les demandes d'appui des pays, que reflètent l'analyse des résultats des programmes de pays et les CRS. Aux fins de l'élaboration du deuxième PFP, les 136 bureaux de pays ont été invités, en consultation continue avec les gouvernements hôtes, à réfléchir aux résultats que leur programme devrait donner pendant la période de 2004 à 2007 et à les rapporter à des domaines où le PNUD pourrait fournir un appui. Cet exercice a permis au PNUD d'arrêter ses domaines d'intervention en fonction des services qu'il lui serait effectivement (ou probablement) demandé de fournir. De nouveaux programmes de pays portant sur la période commençant en 2004 ont été approuvés pour plus de 50 bureaux de pays. Ceux-ci ont procédé à l'analyse demandée sur la base des résultats escomptés déjà approuvés par les gouvernements concernés. De nombreux autres bureaux de pays étaient en train d'élaborer des bilans communs de pays, des plans-cadres pour l'aide au développement ou des programmes de pays et étaient donc bien placés pour indiquer quelles seraient probablement les priorités du pays pour les quatre années à venir.

28. L'analyse susmentionnée a révélé que les résultats touchant à la réduction de la pauvreté et à la gouvernance démocratique arrivent *ex aequo* en tête des priorités des programmes de pays. Le domaine de l'énergie et de l'environnement demeure aussi en haut de la liste. Enfin, les demandes sont nombreuses dans le domaine de la prévention des crises et du relèvement, ce dont on ne s'étonnera pas, et dans celui de la lutte contre le VIH/sida.

29. L'analyse a également montré que les domaines dans lesquels un appui est demandé par les pays de programme coïncident presque parfaitement avec les OMD et le cadre programmatique général du PNUD. Cette cohérence entre le mandat du PNUD, qui découle d'un consensus international concernant le développement, et la situation dans les pays de programme, vient confirmer la valeur et l'intérêt du deuxième PFP, et devrait donc en renforcer l'utilité en tant qu'instrument de politique et de planification.

B. Objectifs du PFP et mandats internationaux du PNUD

30. Le schéma directeur que constituent les OMD, le mandat du PNUD et les directives précises découlant du consensus international issu du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence internationale sur le financement du développement régit le choix des objectifs du PFP. L'analyse des programmes de pays confirme que les priorités des pays cadrent avec les accords mondiaux.

C. Principaux objectifs proposés dans le PFP

31. Compte tenu de ce qui précède, les objectifs suivants sont proposés dans le PFP pour la période de 2004 à 2007 :

- a) Réalisation des OMD et réduction de la pauvreté;
- b) Promotion de la gouvernance démocratique;
- c) Gestion des ressources énergétiques et de l'environnement pour un développement durable;
- d) Prévention des crises et relèvement;
- e) Lutte contre le VIH/sida.

32. Les objectifs énumérés ci-dessus correspondent aux principaux domaines d'activité du PNUD; ils procèdent de son mandat et de son identité. Ils constituent un ensemble de priorités participant de la mission globale de l'Organisation des Nations Unies : promouvoir la paix, la sécurité et le développement. Ils s'inscrivent donc naturellement dans le prolongement de ceux du premier PFP et continueront probablement de régir les services fournis après 2007, au moins jusqu'en 2015, horizon de réalisation des OMD.

33. Le quatrième objectif (Prévention des crises et relèvement) répond à la multiplication récente des crises et des conflits dans le monde. Si cette tendance n'est pas maîtrisée, le développement humain risque d'être sérieusement compromis. Les services fournis par le PNUD au titre de cet objectif aident à réduire les risques de crise et à atténuer les effets des crises qui éclatent pour que les sociétés puissent progresser vers la réalisation des OMD.

34. Pour atteindre ses objectifs stratégiques au cours des quatre prochaines années, le PNUD devra examiner les possibilités de développement qui s'offrent aux pays de programme, mais aussi tenir compte des lourdes menaces qui pèsent sur le développement et la sécurité de ces pays. La menace la plus grave, du fait de ses répercussions catastrophiques sur le développement, est la pandémie de sida, qui hypothèque l'avenir, notamment économique, de sociétés et d'États tout entiers, et compromet la capacité de l'Organisation des Nations Unies de promouvoir la paix, la sécurité et le développement partout dans le monde. Le VIH/sida sera donc une des grandes préoccupations du PNUD au cours de la période couverte par le deuxième PFP. En 2002, le PNUD a, à leur demande, aidé les gouvernements et organisations de la société civile de 75 pays à lutter contre la maladie. Cette lutte n'est plus considérée comme l'affaire des seuls médecins et spécialistes de la santé publique; elle doit être multisectorielle, être menée aux niveaux de l'État central, des districts et des collectivités, et passer par l'éducation, l'information, la

préservation des moyens de subsistance et la mise en place de filets de sécurité sociale. Le PNUD est bien placé pour participer à l'effort mondial en favorisant une action globale, qui tienne compte des différences entre les sexes, face à la pandémie.

35. L'information reçue ces dernières années des pays de programme montre que ceux-ci sont de plus en plus désireux de recevoir du PNUD une aide à l'exploitation de l'informatique et de la télématique aux fins du développement. Ce n'est pas surprenant, étant donné tous les usages qui peuvent être faits de ces technologies pour améliorer la transparence et l'efficacité dans les secteurs tant public que privé, pour mettre les gens en rapport, pour transférer les connaissances et les compétences et pour tirer parti de la mondialisation. Dans la mesure où tous les programmes de développement peuvent en bénéficier, des services permettant d'exploiter l'informatique et la télématique aux fins du développement seront systématiquement prévus au titre des cinq objectifs.

36. Conscient que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes font partie intégrante du processus de développement, le PNUD continuera d'accorder un rang de priorité élevé à ces questions dans tous ses programmes. Il ressort de plus en plus clairement des évaluations et des réactions des pays de programme que la meilleure façon de procéder est de tenir compte systématiquement de la problématique hommes-femmes dans les activités relevant de tous les objectifs du PFP.

37. De toute évidence, lors de la mise en oeuvre des programmes, il n'est pratiquement jamais tracé de ligne nette entre les cinq objectifs du PFP. Outre que les OMD constituent un cadre intégré couvrant tous les aspects du développement, les liens essentiels qui existent, par exemple, entre la réduction de la pauvreté et la gouvernance, ou entre l'environnement et la pauvreté, n'ont plus à être expliqués. Le souci d'améliorer la gouvernance doit imprégner tous les objectifs. La promotion de la concertation nationale, si elle apparaît dans le PFP au titre du premier objectif (Réalisation des OMD et réduction de la pauvreté), présente un intérêt aussi clair qu'essentiel pour les programmes relatifs à la gouvernance et à l'environnement. Par conséquent, si les distinctions entre les objectifs du PFP se concrétisent au niveau des lignes de services, des considérations pratiques relatives la planification des programmes, à la gestion et à l'établissement des rapports sont également entrées en jeu dans l'organisation des objectifs et lignes de services.

V. Cadre de résultats stratégiques pour la période de 2004 à 2007

38. Les fondements théoriques et les objectifs stratégiques du PFP pour la période de 2004 à 2007, tels qu'ils sont présentés en détail dans les chapitres précédents, sous-tendent les services que le PNUD fournira au cours des quatre prochaines années. Ceux-ci sont définis dans le cadre de résultats stratégiques (CRS) sous la forme d'une série de lignes de services.

A. Un CRS plus simple et mieux ciblé

39. Dans le premier PFP, le CRS comptait six objectifs, 14 sous-objectifs et 45 domaines d'appui stratégiques. En pratique, pour la planification et l'établissement des rapports, cette structure à trois niveaux s'est révélée pesante et

exagérément complexe, et donc difficile à gérer. C'est pourquoi, compte tenu des réactions des bureaux de pays et du siège, le deuxième PFP a été simplifié. Sa structure ne comprend plus que deux niveaux : des lignes de services, dont le nombre a été réduit à 30, et cinq objectifs entre lesquels elles se répartissent.

40. Les lignes de services correspondent à des domaines précis dans lesquels le PNUD aidera à obtenir des résultats au niveau des pays. Ces domaines sont ceux dans lesquels des services étaient déjà demandés ou commencent à l'être, et dans lesquels il est admis que le PNUD possède un avantage comparatif du fait de certains de ses avantages ou compétences institutionnels. Si, en général, les différentes lignes de services sont proches et concourent ensemble à l'obtention des résultats recherchés au titre d'un objectif stratégique donné, elles demeurent fondamentalement distinctes du point de vue des capacités et des compétences qu'elles mettent en jeu et de la façon précise dont elles contribuent au développement dans son ensemble.

41. Le PNUD s'est fondé sur six critères pour sélectionner ses 30 lignes de services, sa priorité étant de répondre aux demandes des pays d'une manière qui permette de renforcer et de concilier les orientations stratégiques adoptées sur le terrain et au niveau de l'organisation. Il a voulu mettre l'accent sur les domaines dans lesquels il conserve ou est en train d'acquérir des avantages comparatifs. Toutes les lignes de services présentent au moins certaines des caractéristiques suivantes :

- a) Il est établi qu'elles ont déjà donné des résultats;
- b) Elles sont particulièrement utiles à la réalisation des OMD;
- c) Le PNUD dispose déjà des capacités nécessaires et pourrait mettre en place des capacités supplémentaires si nécessaire;
- d) Elles relèvent d'un mandat précis donné au PNUD et donc du rôle particulier qu'il joue au sein du système des Nations Unies;
- e) Des ressources devraient pouvoir être mobilisées;
- f) Le réseau de bureaux de pays, appuyé par les centres de contact sous-régionaux et le siège, est mis à profit.

B. Mise à profit des avantages du PNUD

42. Le rapport sur le plan de financement pluriannuel pour la période 2000-2003 (DP/2003/12) et le document de séance correspondant (DP/2003/CRP.14) exposaient dans le détail plusieurs domaines dans lesquels le PNUD avait fait des contributions notables aux résultats du développement au cours de la période du premier plan. Ces illustrations ont constitué d'importantes références qui ont servi à élaborer le nouveau plan. De même, le retour d'information sur la demande des pays obtenu grâce à une étroite consultation avec les homologues nationaux ainsi qu'avec le personnel compétent de l'ensemble de l'organisation, a permis de faire en sorte que les lignes de services répondent aux priorités des pays.

43. L'accent mis par le PNUD sur les OMD en est un trait caractéristique concrétisé dans le fait que les OMD ont pour thème commun le développement des capacités. Grâce à une approche globale combinant des domaines aussi divers que la

prévention des crises et le redressement, des politiques favorables aux pauvres et la justice et les droits de l'homme, les lignes de services du PNUD doivent servir d'expression opérationnelle de l'approche globale sous-tendant les OMD.

44. Le développement des capacités propres du PNUD revêt une importance vitale du fait que ses spécialistes fournissent bien souvent un appui technique couvrant plusieurs lignes de services. Dans certains domaines, tels que l'appui parlementaire et le suivi de la pauvreté, le PNUD a constitué des capacités en matière de compétences techniques et de mobilisation des ressources. Dans d'autres, il s'appuie sur des partenariats solides, comme avec le FENU pour la décentralisation et le microcrédit, l'UNIFEM dans l'intégration d'une perspective sexospécifique, et le FEM pour ce qui est de la préservation de l'environnement et de la diversité biologique. Le niveau de compétence d'un bon rapport coût-efficacité et, dans de nombreux cas, parfaitement adapté qu'offrent les Volontaires des Nations Unies représente un avantage largement exploité par les programmes du PNUD. Cela vaut surtout dans les domaines de programmes tels que l'appui électoral, les initiatives locales de lutte contre la pauvreté et les situations d'après conflit.

45. Le choix même des lignes de services correspond au mandat particulier confié au PNUD et au rôle précis que joue l'organisation au sein du système des Nations Unies. Les conférences mondiales, comme le Sommet du Millénaire et le Sommet mondial sur le développement durable, ont confié un rôle particulier au PNUD dans l'aide aux pays de programme et la prise en compte des dimensions multiples de la pauvreté. De plus, le PNUD continue de jouer le rôle unique de branche opérationnelle du système des Nations Unies, en particulier en coordonnant les activités des Nations Unies au niveau des pays. Cette mission apparaît dans plusieurs lignes de services où le PNUD représente des institutions spécialisées qui ne sont pas installées dans le pays, ainsi que les départements du Secrétariat de l'ONU. Grâce à ces arrangements, les pays de programme ont accès à l'ensemble des moyens du système des Nations Unies et du PNUD, ce qui leur permet de tirer parti des ressources plus larges des Nations Unies.

46. Un autre élément pris en compte dans l'élaboration des lignes de services était la possibilité de mobilisation de ressources. Au cours de la période 2000-2003, le PNUD a consacré environ les trois quarts de ses ressources ordinaires à des domaines liés à la réduction de la pauvreté et à la gouvernance démocratique. D'autre part, les deux tiers du cofinancement des donateurs ont été affectés aux domaines de l'énergie et de l'environnement ainsi que de la prévention des crises et du relèvement. Étant donné que le deuxième plan de financement pluriannuel représente le scénario global des ressources combinées du PNUD pour la période 2004-2007, il permet à l'organisation de planifier dans tous ses domaines statutaires, en conciliant lignes de services et objectifs stratégiques.

47. Le réseau universel du PNUD demeure une ressource très précieuse pour la communauté internationale du développement, surtout dans des domaines tels que la coopération Sud-Sud et l'émancipation de la société civile. La mise en place de neuf centres de contact sous-régionaux et la rationalisation du siège, davantage axé sur les services, sont venues renforcer la présence mondiale de l'organisation. À cela s'ajoute une approche souple, ouverte à tous, adaptée à chaque pays au service de domaines d'une importance vitale et parfois sensibles comme la réforme de l'administration publique et la lutte contre la corruption. D'une manière générale, ces services supposent des partenariats axés sur les résultats avec les pouvoirs

publics, la société civile, les milieux universitaires, les médias et, de plus en plus, le secteur privé.

C. Objectifs stratégiques et lignes de services

48. Compte tenu de ce qui précède et dans le cadre des objectifs stratégiques décrits au chapitre IV, 30 lignes de services ont été définies, sur lesquelles porteront des programmes financés par le PNUD au cours de la période 2004-2007. Prises globalement, ces lignes de services constituent le cadre de résultats stratégiques dont est saisi le Conseil d'administration. Le tableau ci-après présente dans ses grandes lignes ce cadre de résultats stratégiques et définit les lignes de services proposées. On trouvera à l'annexe 1 une description plus détaillée de chacune des lignes de services, avec une indication de son lien avec les OMD, la justification de la participation du PNUD sur la base de ses avantages, ainsi qu'une évaluation de la demande des pays concernant l'appui du PNUD dans ce domaine.

Tableau

Aperçu des objectifs stratégiques et des lignes de services du PNUD

<i>Objectif</i>	<i>Ligne de services</i>
1. Réalisation des OMD et réduction de la pauvreté	1.1 Rapport de pays concernant les OMD et suivi de la pauvreté
	1.2 Réforme d'orientation favorable aux pauvres afin de réaliser les OMD
	1.3 Initiatives locales de lutte contre la pauvreté, y compris le microcrédit
	1.4 Mondialisation au bénéfice des pauvres
	1.5 Développement du secteur privé
	1.6 Intégration d'une perspective sexospécifique
	1.7 Renforcement de la capacité d'action de la société civile
	1.8 Utilisation des technologies de l'information et des communications au service des pauvres
2. Promotion de la gouvernance démocratique	2.1 Appui à la gouvernance démocratique au niveau de la politique générale
	2.2 Développement parlementaire
	2.3 Systèmes et processus électoraux
	2.4 Justice et droits de l'homme
	2.5 Télégouvernance et accès à l'information
	2.6 Décentralisation, gouvernance locale et développement urbain et rural
	2.7 Réforme de l'administration publique et lutte contre la corruption

<i>Objectif</i>	<i>Ligne de services</i>
3. Gestion des ressources énergétiques et de l'environnement pour un développement durable	3.1 Cadres et stratégies pour un développement durable 3.2 Gestion rationnelle des ressources en eau 3.3 Accès aux services énergétiques viables 3.4 Gestion rationnelle des terres afin de lutter contre la désertification et la détérioration des sols 3.5 Préservation et utilisation durable de la diversité biologique 3.6 Politique et planification nationales et sectorielles afin de contrôler les émissions de substances appauvrissant l'ozone et de polluants organiques persistants
4. Prévention des crises et relèvement	4.1 Prévention des conflits et consolidation de la paix 4.2 Relèvement 4.3 Réduction des armes légères, désarmement et démobilisation 4.4 Lutte antimines 4.5 Réduction des effets des catastrophes naturelles 4.6 Initiatives spéciales en faveur des pays en transition
5. Lutte contre le VIH/sida	5.1 Encadrement et développement des capacités afin de lutter contre le VIH/sida 5.2 Planification du développement, mise en oeuvre et action de lutte contre le VIH/sida 5.3 Plaidoyer et communication dans la lutte contre le VIH/sida

VI. Stratégies d'organisation pour le deuxième plan de financement pluriannuel, 2004-2007

49. Améliorer l'efficacité du développement est au coeur même du projet de stratégie pour le deuxième plan de financement pluriannuel. Les pays de programme resteront responsables au premier chef de leurs propres programmes de développement, mais les politiques concernant l'organisation et les ressources du PNUD détermineront dans une large mesure sa capacité de jouer un rôle de partenaire efficace dans la réalisation des objectifs stratégiques. Un cadre faisant de l'efficacité des activités de développement un objectif essentiel constituera une base

solide de la mesure des résultats et de l'encouragement à la responsabilité au sein de l'organisation¹.

50. Au cours de la période couverte par le premier plan de financement pluriannuel, le PNUD a introduit un large éventail de changements visant à axer davantage l'organisation sur les résultats. Avec le plan de financement pour la période 2004-2007, le PNUD entend faire fond sur ces initiatives en s'attachant à trois principaux groupes d'action.

51. Le premier groupe concerne des actions visant à axer la recherche de l'efficacité du développement sur la poursuite des objectifs fixés par les pays de programme eux-mêmes. Ce groupe sera concentré sur cinq moteurs de l'efficacité du développement : a) renforcement des capacités nationales; b) encouragement de la prise en main des programmes par les pays; c) promotion et encouragement d'un cadre d'intervention favorable; d) promotion de l'égalité entre les sexes; e) constitution de partenariats stratégiques. Ces moteurs sont parfois considérés comme des questions intersectorielles devant être mises en avant dans toutes les lignes de services.

52. Le deuxième groupe consistera en mesures visant à renforcer les capacités d'organisation du PNUD, notamment des initiatives visant à offrir des services d'information diversifiés et à améliorer l'efficacité et l'efficacité internes.

53. Enfin, afin d'améliorer la cohérence des opérations au service des pays de programme, un troisième groupe englobera des mesures visant à renforcer les partenariats au sein du système des Nations Unies et avec la communauté du développement, tant au niveau des opérations que sur le plan des programmes.

A. Contribution à l'efficacité du développement au niveau des pays

54. Estimant que c'est au pays intéressé lui-même qu'il revient au premier chef de formuler et d'exécuter un programme de développement national, le PNUD cherchera à jouer un rôle actif dans la promotion des moteurs de l'efficacité du développement définis plus haut. Il n'existe pas de formule unique pour faire

¹ La notion d'efficacité des activités de développement a fait l'objet de larges discussions au PNUD (qui publie un rapport annuel sur l'efficacité des activités de développement), ainsi que dans le cadre de la communauté multilatérale et du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Il est généralement admis que l'appropriation et la responsabilité des résultats du développement (et donc l'efficacité du développement) doivent finalement incomber aux autorités nationales. L'efficacité d'une organisation de développement (c'est-à-dire l'efficacité de l'organisation) est définie par la mesure des prestations directes, comptables et attribuables relevant de son autorité. Les mesures des résultats pourraient être les suivantes : qualité du choix des objectifs stratégiques et leur pertinence en regard des besoins des pays, et l'efficacité des instruments, modalités et politiques d'exécution régissant le programme d'aide.

progresser ces priorités dans les différents pays, mais des formules communes peuvent être élaborées et adaptées aux contextes particuliers².

A1. Développement des capacités nationales

55. L'efficacité du développement dépend essentiellement de la capacité nationale. Tous les pays ont besoin de ressources humaines qualifiées pour formuler un programme de développement, d'institutions solides pour exécuter et administrer ce programme et d'une cohésion sociale suffisante pour permettre une interaction optimale entre particuliers et institutions. S'agissant des particuliers, le besoin essentiel concerne un niveau de revenu suffisant pour avoir un niveau de vie décent et avoir accès à l'éducation et aux soins de santé. Au niveau des institutions, le changement pour le développement exige un secteur public efficace, comptable et transparent ainsi qu'une société civile dynamique. Enfin, les réseaux sociaux déterminent les liens de communication, la confiance sociale, les mécanismes de règlement des conflits et l'aptitude générale de la société à prendre des mesures collectives. Le PNUD exploitera ses avantages décisifs dans ces domaines du développement des capacités nationales pour aider les pays à relever des défis complexes en matière de développement³.

A2. Renforcement de l'appropriation des programmes par les pays

56. La prise en main nationale suppose que les pays de programme assument au premier chef la responsabilité de leurs programmes de développement. Cela exige la participation effective des bénéficiaires et des parties prenantes du développement à tous les stades du développement, y compris la volonté de consacrer des ressources matérielles et humaines à l'effort de développement. En favorisant la prise en main nationale, le PNUD insistera sur l'inclusion sociale et la coopération entre l'État et la société civile, et tablera sur la réussite de programmes tels que l'établissement de rapports concernant les OMD, l'appui au processus des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), les rapports nationaux sur le développement humain et d'autres initiatives unificatrices nationales, la gestion de l'assistance et des systèmes appropriés de gestion axée sur les résultats.

A3. Promotion et encouragement d'un cadre d'intervention favorable

57. Le cadre d'intervention national est un autre moteur clef de l'efficacité du développement. La détermination des politiques joue un rôle important en indiquant les priorités, en créant des stimulants et en assurant la bonne affectation des ressources nationales à l'effort de développement. Même lorsque la prise en main nationale et les capacités d'exécution sont fortes, l'absence de vision à long terme et de planification stratégique peut nuire au programme de développement. Et si le

² Les données obtenues grâce à l'évaluation de la demande des pays concernant l'appui du PNUD (visé au paragraphe 27) sont également analysées par types de situation de pays fondés entre autres sur des facteurs tels que le revenu (PMA, pays à revenu intermédiaire, pays contributeurs nets, etc.). Cette analyse servira à proposer des grandes options et des possibilités d'appui technique pour chaque catégorie et à définir les besoins en capacité d'organisation pour les domaines de demande.

³ En se fondant sur son expérience pratique, son analyse des politiques et ses travaux d'évaluation, le PNUD a examiné en détail le développement des capacités, l'appropriation des programmes et le rôle du savoir dans la promotion du développement dans sa publication *Capacity for Development: New Solutions to Old Problems*, publiée en 2002.

développement efficace des capacités nationales est à peu près le même dans tous les pays, la création d'un cadre d'intervention approprié est essentiellement spécifique à chaque pays et à chaque contexte. C'est pourquoi le PNUD est bien placé pour exploiter sa présence locale et son expérience du développement pour jouer un rôle efficace de promoteur et de conseiller en matière de débat d'orientation et de développement.

A4. Promotion de l'égalité entre les sexes

58. Dans le cadre de son approche globale des questions d'inégalité sociale, le PNUD continuera d'encourager les actions nationales visant à promouvoir l'égalité entre les sexes dans tous les secteurs. Des interventions précises auront lieu pour intégrer une perspective sexospécifique dans tous les objectifs stratégiques. Le PNUD voit dans l'adoption d'une perspective sexospécifique l'intégration systématique des objectifs de l'égalité entre les sexes dans les politiques, les programmes, les activités de plaidoyer, le suivi et l'évaluation et l'établissement de pratiques optimales. Bien entendu, le souci d'intégrer une perspective sexospécifique ne doit pas faire oublier la nécessité de prendre des initiatives ciblées et sexospécifiques et de mener des actions de discrimination positive, qui se poursuivront.

A5. Constitution de partenariats axés sur les résultats

59. Le premier plan de financement pluriannuel mettait l'accent sur les partenariats stratégiques, instrument efficace de transformation des produits directs de projets en résultats plus larges de développement. Grâce aux données fondées sur les résultats, les bureaux de pays ont pu définir les domaines où ces partenariats pourraient être utiles. Le deuxième plan hiérarchise davantage l'élaboration de partenariats stratégiques dans tous les domaines de programme, en insistant sur la réalisation des OMD et en s'attaquant aux problèmes particuliers posés par les pays qui se relèvent d'une crise ou traversent une période de transformation démocratique.

60. Par principe, le PNUD a toujours encouragé les échanges concertés de connaissances, compétences, ressources et savoir-faire technique entre pays en développement. Étant donné l'intérêt qu'il y a à développer ces partenariats, la coopération Sud-Sud constituera pendant la période du deuxième plan de financement pluriannuel un élément important des stratégies de partenariat entre entreprises et au niveau des pays. Le PNUD estime que la collaboration active entre pays en développement est particulièrement indiquée dans les domaines prioritaires tels que le commerce et les investissements, la dette, l'environnement, l'atténuation de la pauvreté, la production et l'emploi, la coordination des politiques macroéconomiques et la gestion de l'assistance.

B. Renforcer les capacités organisationnelles pour accroître l'efficacité des activités de développement

61. Le PNUD continuera de renforcer ses capacités organisationnelles afin d'assurer des services rapides et efficaces pour faciliter la réalisation des objectifs du Millénaire et des objectifs de développement propres aux pays. À cette fin, il fera porter ses efforts sur deux domaines : a) assurer des services fondés sur le savoir et

cohérents en proposant des domaines de pratique, ainsi que des lignes de services bien conçues; et b) faire en sorte que l'organisation offre des services plus efficaces.

62. Pour que cette stratégie puisse être appliquée, il est essentiel que le PNUD dispose de la capacité opérationnelle nécessaire pour appliquer un programme ambitieux en matière de développement. Le PNUD a l'intention de poursuivre l'effort d'investissement important entamé depuis plusieurs années pour mettre les compétences du personnel à niveau et se doter d'une plate-forme informatique faisant appel aux techniques les plus récentes.

63. Compte tenu du rôle qui est le sien en matière de prévention des crises et de relèvement, le PNUD doit disposer de capacités renforcées. Celles-ci ont évolué au fil des ans en réponse aux besoins des pays bénéficiaires de programmes. L'évolution de la situation mondiale depuis septembre 2001 a entraîné une demande plus forte de services dans ces domaines. Il en est tenu compte dans le budget d'appui biennal, qui propose une base de ressources ordinaires plus réaliste.

B1. Offrir des services fondés sur le savoir

64. Tout en consolidant sa position d'organisation reposant sur la connaissance, capable de gérer un réseau couvrant l'ensemble du système des Nations Unies, le PNUD continuera de proposer des produits et des services novateurs à valeur ajoutée toujours plus grande permettant aux bureaux de pays de progresser vers la réalisation des objectifs nationaux de développement. Cette approche suppose notamment que le personnel soit poussé à prendre part davantage aux domaines de pratique, que l'appui fourni par l'intermédiaire des centres de contacts sous-régionaux soit renforcé et que les technologies de l'information et de la communication au service de la gestion des connaissances soient modernisées. À cet égard, les principales initiatives seront les suivantes :

Définir des domaines de pratique et développer la participation du personnel

65. L'établissement de domaines de pratique est un élément essentiel de la stratégie mise en place par le PNUD pour assurer des services de diffusion des savoirs. Cet élément s'inscrit dans un objectif général consistant à doter l'organisation des moyens de fournir, à la demande, aux pays bénéficiaires d'un programme, un appui de qualité adapté à leurs besoins particuliers. La stratégie adoptée consiste à créer une solide culture interne reposant sur la collaboration systématique de tout le personnel et sur les échanges de connaissances et d'idées entre les membres du personnel à travers toutes les régions du monde, dans le cadre de communautés professionnelles flexibles auxquelles chacun adhère à titre volontaire. Le PNUD dispose, grâce à son réseau, d'une expérience vaste et variée dans chaque domaine d'activité; les leçons apprises sont diffusées et les meilleures pratiques sont mises en évidence et portées à la connaissance d'autrui. Les domaines de pratiques sont des forums de communication mais remplissent aussi des fonctions bien plus vastes : gestion des connaissances, plaidoyer, constitution de partenariats, apprentissage et perfectionnement professionnel, et accès des pays bénéficiaires de programmes à des ressources concrètes (fichiers d'experts, possibilités de cofinancement, etc.). Le PNUD met actuellement au point des outils et des moyens d'incitation destinés à encourager le personnel à participer aux domaines de pratiques.

66. Bien qu'il y ait une corrélation étroite entre les objectifs du deuxième plan de financement pluriannuel et les domaines de pratique, on ne peut s'attendre à une correspondance exacte entre les uns et les autres. L'Administrateur et les autres hauts responsables doivent être en permanence à l'affût des nouveaux domaines dans lesquels se manifeste une demande dans les pays bénéficiant de programmes et trouver des moyens toujours plus efficaces d'établir des lignes de services adaptées à l'évolution de la demande. À l'heure actuelle, c'est dans le domaine du développement du secteur privé intérieur que l'on constate de nouvelles demandes. On en a tenu compte dans le nouveau cadre de résultats stratégiques. Les évaluations en cours devraient permettre d'apporter de nouvelles précisions et, sur cette base, le PNUD pourra définir son rôle en s'efforçant de compléter la SFI, la Banque mondiale et d'autres organismes tout en se démarquant d'eux. De même, des thèmes généraux intégrés à l'ensemble des objectifs du plan de financement pluriannuel peuvent justifier que l'on définisse un domaine de pratique.

67. À ce jour, six domaines de pratique distincts ayant trait au développement, dont plusieurs coïncident avec les objectifs du deuxième plan de financement pluriannuel, ont été définis et établis par l'Administrateur : réduction de la pauvreté, gouvernance démocratique, énergie et environnement, prévention des crises et relèvement, VIH/sida et technologies de l'information et des communications. Le PNUD étudie actuellement la possibilité d'intégrer les technologies de l'information et des communications au service du développement à la réduction de la pauvreté et à la gouvernance démocratique. En outre, un domaine de pratique à caractère fonctionnel a été créé dans le domaine de la gestion.

Renforcer les services d'appui aux politiques et aux activités

68. Avec les réseaux de diffusion des connaissances, les centres de contact sous-régionaux constituent les éléments de base de la transformation du PNUD en une organisation fondée sur le savoir. Ils alimentent les bureaux de pays en conseils techniques et pratiques, en référence, en données d'expérience comparatives et en documents à orientation pratique établis par des spécialistes ayant une connaissance approfondie et multidisciplinaire des régions. Comme précédemment, on s'efforcera au cours de la période couverte par le deuxième plan de financement pluriannuel d'accroître l'efficacité des centres de contact sous-régionaux, d'assurer leur viabilité financière, de faire en sorte que l'institution se les approprie et de tisser des liens plus étroits avec les programmes régionaux.

Développer l'apprentissage et la formation

69. Le positionnement du PNUD en tant qu'organisation aux activités fondées sur le savoir et les domaines de pratique et les demandes auxquelles il doit répondre dans un environnement en évolution rapide l'obligent à investir constamment dans le perfectionnement du personnel. L'organisation et son personnel doivent posséder les compétences voulues pour rester compétitifs sur le marché des services de conseils et d'aide au développement. La structure par domaines de pratique adoptée par le PNUD exige aussi que le personnel se tienne au courant des lignes de services offertes par l'organisation. Les principales activités dans ce domaine consisteront à mettre au point des stratégies et méthodes d'apprentissage coordonnées permettant de toucher le plus grand nombre possible de fonctionnaires avec la plus grande efficacité. Sachant que le perfectionnement du personnel doit être abordé de manière nouvelle, le PNUD a revu son Centre de perfectionnement professionnel et créé une

école virtuelle du développement qui lui permettra de mettre au point et de diffuser plus efficacement des produits d'apprentissage.

Moderniser les outils informatiques de gestion des connaissances

70. Pour pouvoir s'affirmer en tant que véritable organisation axée sur le savoir, le PNUD doit d'abord disposer de moyens technologiques adaptés. La stratégie du PNUD dans ce domaine consistera à créer une plate-forme devant permettre de faciliter l'utilisation des outils en ligne, la gestion du contenu et de la documentation et la mise en commun des données d'expérience et des meilleures pratiques.

B2. Améliorer l'efficacité et les résultats

71. L'une des qualités essentielles que doit posséder le PNUD est la capacité de répondre rapidement et efficacement aux besoins des pays bénéficiaires de programmes à mesure que ces besoins évoluent. Les bureaux de pays jouent un rôle central à cet égard et le PNUD continuera de prêter attention à leurs moyens institutionnels et humains. Plusieurs initiatives seront prises dans ce domaine :

Créer des services d'appui régionaux pour accroître les capacités des bureaux de pays

72. Le PNUD prendra d'importantes initiatives à titre d'essai pour rationaliser différents niveaux de gestion et d'activité en mettant en rapport des partenaires au niveau de l'ensemble des organisations, des régions et des pays. Il s'agit de créer au niveau sous-régional une capacité critique dans les domaines des conseils, des programmes et des opérations afin de réaliser des économies d'échelle maximum en rassemblant les ressources à l'appui des bureaux de pays. Cette initiative permettra d'étendre la notion de matrice, introduite au siège du PNUD en 2000, au niveau des pays et au niveau des régions.

73. Les services sous-régionaux étendus seraient placés sous le contrôle décentralisé des bureaux régionaux et fonctionneraient selon le principe de la matrice pour ce qui est de la gestion, avec des unités centrales comme le Bureau des politiques de développement, le Bureau de la prévention des crises et du relèvement, le Bureau de la gestion et le Bureau des ressources et des partenariats stratégiques. Les premiers projets seront mis à l'essai dans les régions suivantes : Afrique, Asie, Europe et Communauté d'États indépendants, et Amérique latine et Caraïbes.

74. L'objectif à long terme est de créer une structure d'organisation qui présenterait les caractéristiques suivantes :

- a) Un petit noyau au siège qui serait chargé de la direction et de la coordination générales, qui assurerait un contrôle et qui fournirait des services stratégiques à un haut niveau;
- b) Un certain nombre de centres d'appui régionaux qui fourniraient des conseils aux bureaux de pays ainsi qu'une aide en cas de difficulté;
- c) Un ou plusieurs centres de services communs qui s'occuperaient des transactions; et
- d) Un partage des responsabilités plus rationnel entre les bureaux de pays d'une part, et le centre et les régions d'autre part, les bureaux de pays se consacrant

aux activités de développement et les activités d'appui opérationnel étant regroupées.

Mieux servir les destinataires et accroître la productivité au moyen du système de planification des ressources et d'une refonte des modes d'organisation

75. L'efficacité et la rentabilité continueront d'être au centre des préoccupations aussi bien au siège que dans les bureaux de pays. La refonte des modes d'organisation et l'utilisation maximum de l'informatique continueront d'être des priorités de gestion. Le système de planification des ressources jouera un rôle essentiel à cet égard. Lorsqu'il sera devenu pleinement opérationnel, en 2004-2005, le système de planification des ressources aura une incidence considérable sur l'activité du PNUD. Il permettra notamment de regrouper davantage encore les fonctions.

Mieux gérer le personnel

76. Le personnel joue un rôle clef dans l'amélioration des résultats et le PNUD ne parviendra à ses fins que si son personnel est en mesure de donner suite aux objectifs fixés pour l'organisation. Le PNUD continuera donc de veiller à attirer, à retenir et à développer les compétences voulues au moyen de la planification et d'une gestion du personnel dynamique. Il s'efforcera notamment de rajeunir ses effectifs en augmentant le nombre de postes accessibles aux nouveaux venus. Le système de planification des ressources permettra de rationaliser la gestion des compétences du fait que l'on créera des fichiers de compétences qui offriront des renseignements suffisamment précis et un choix suffisamment grand pour pouvoir nommer du personnel à des postes essentiels (surtout en période de crise). Le système permettra aussi de faciliter le perfectionnement professionnel, de renforcer le système de suivi du comportement professionnel, la gestion des carrières et l'encadrement, d'éliminer les profils inadaptés, de créer des incitations et de récompenser le mérite.

Instaurer une plus grande flexibilité dans le déploiement des ressources

77. L'organisation disposera d'une plus grande souplesse dans l'affectation des ressources humaines et financières afin de pouvoir assurer, le cas échéant, un déploiement rapide. Dans les situations de crise, le PNUD a déjà montré qu'il pouvait assurer un déploiement rapide lui donnant un avantage comparatif lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins d'un pays bénéficiaire de programmes. Pour renforcer les capacités du PNUD dans ce domaine, on a introduit dans les prévisions de dépenses biennales pour 2004-2005 (DP/2003/28) la notion d'une structure de base pour les bureaux de pays et le siège. Il s'agit de faciliter le redéploiement des ressources en fonction des besoins tout en respectant la répartition des ressources entre les régions telle qu'elle aura été arrêtée.

Renforcer le contrôle et la transparence

78. On continuera, comme on le fait depuis quatre ans, de mettre l'accent sur le contrôle et la transparence. La gestion axée sur les résultats est devenue un outil central qui permet d'orienter les activités de développement, la gestion et le comportement professionnel du personnel vers une plus grande efficacité. Un ensemble d'instruments de planification et de suivi du comportement professionnel

axés sur les résultats reliant l'ensemble de l'organisation à chaque service et à chaque bureau de pays et descendant jusqu'à chaque fonctionnaire pris individuellement a été mis en place. Cet ensemble d'instruments est au service à la fois des activités de développement et de la gestion. Les enquêtes annuelles sur les partenariats et sur le personnel s'inscrivent aussi dans l'effort de transparence et dans l'effort qui est fait pour mieux servir les destinataires. Elles permettent de recueillir des renseignements précieux auprès des partenaires extérieurs du PNUD et des fonctionnaires. Les résultats des enquêtes, qui sont mis à la disposition de l'ensemble du personnel, aident aussi les responsables à déterminer les points à améliorer.

79. Le deuxième Plan de financement pluriannuel offre l'occasion d'améliorer ce système du fait qu'il comportera un cadre intégré de suivi du comportement professionnel, les différents éléments contribuant à l'efficacité organisationnelle étant rassemblés dans un cadre unique et bien équilibré. En outre, les dispositifs de contrôle seront revus de manière à tenir compte de la refonte des modes d'organisation. L'organisation en matrice sera mise à jour de manière à permettre le développement des services d'appui régional et on continuera de tirer parti de plus en plus des synergies entre les fonctions d'audit et les fonctions d'évaluation.

C. Renforcer les partenariats à l'intérieur et en dehors du système des Nations Unies

80. En tant que créateur du réseau de coordonnateurs résidents et qu'organisme chargé de le superviser, le PNUD doit être constamment en mesure de diriger l'équipe des Nations Unies au niveau des pays et doit veiller à la cohérence et à l'efficacité des activités de développement. Conscient du fait que de nombreuses parties prenantes doivent collaborer pour que le développement devienne une réalité, le PNUD se propose de renforcer les partenariats au sein du système des Nations Unies et avec ses homologues extérieurs.

81. Dans son rapport intitulé « Renforcer l'ONU : un programme pour aller plus loin dans le changement », le Secrétaire général énumère les défis que l'Organisation doit relever pour s'adapter à la mondialisation et à ses répercussions sur le développement, poursuivre les objectifs du Millénaire en matière de développement et assurer la prévention des conflits. Il ressort du rapport que l'ONU doit renforcer sa base de connaissances, mieux préciser ses objectifs et agir plus efficacement dans la poursuite des priorités fixées dans la Déclaration du Millénaire.

82. Cela suppose que le PNUD continue d'apporter son appui aux efforts de réforme au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement et d'oeuvrer pour de meilleurs résultats et une plus grande efficacité au niveau des pays. À cet égard, les principales initiatives qui seront prises sont les suivantes :

C1. Renforcer le rôle du coordonnateur résident dans la constitution de partenariats autour des objectifs du Millénaire

83. L'une des tâches principales du coordonnateur résident est de promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement en instaurant un dialogue avec les partenaires de développement au niveau des pays et en rassemblant les différents services opérationnels du système des Nations Unies pour renforcer la présence de l'ONU dans les pays. Le PNUD continuera donc de consolider la fonction de

coordination. Le contrôle de qualité sera intensifié au niveau de la sélection des coordonnateurs résidents de manière à recruter du personnel hautement qualifié – tout en tenant compte de la répartition Nord-Sud et de l'équilibre hommes/femmes – et une formation systématique à l'évaluation des compétences sera organisée. En outre, l'organisation mettra en place des activités qui permettront de donner plus de poids au système des Nations Unies et d'affirmer davantage la place du PNUD dans le renforcement des capacités au niveau des pays.

84. Les partenariats stratégiques jouent un rôle essentiel au PNUD. Ils permettent à l'organisation de disposer de compétences plus vastes et d'obtenir des résultats sur le plan du développement. Le PNUD doit veiller à cultiver davantage les liens de partenariat qu'il a déjà instaurés et à en forger de nouveaux, en particulier compte tenu de son rôle de « pointeur » et de directeur de la campagne pour les objectifs du Millénaire en matière de développement. Il faudra bien évidemment aussi donner aux bureaux de pays les moyens de créer des liens de partenariat solides, en particulier dans les pays à faible revenu, où on en a le plus besoin. Les partenariats entre secteur public et secteur privé commencent à se développer et plusieurs initiatives prometteuses seront poursuivies à l'appui des priorités nationales de développement et des objectifs fondamentaux du PNUD.

C2. Appliquer le programme de simplification et d'harmonisation pour obtenir globalement des résultats plus importants au niveau des pays

85. L'effort de simplification et d'harmonisation repose sur la prise en main de l'initiative par le pays et sur le développement des capacités. Il s'agit de rendre plus efficace la collaboration avec les pays bénéficiaires en réduisant les coûts de transaction et en mettant en application les meilleures pratiques. Concrètement, l'initiative se traduit par une programmation commune, le regroupement des ressources, des bases de données communes et des réseaux de diffusion des connaissances, un appui spécial aux coordonnateurs résidents, et des outils de planification, de budgétisation et de mobilisation des ressources intégrés pour les pays sortant de conflits. Le PNUD a par ailleurs l'intention de mettre en place des modèles de bureau commun dans deux pays au moins, en partenariat avec le FNUAP et l'UNICEF.

86. Dans le domaine opérationnel, le PNUD prendra le plus rapidement possible des dispositions pour partager des locaux et des fournisseurs avec d'autres organismes des Nations Unies, ce qui permettra d'optimiser l'utilisation des ressources, de créer des synergies opérationnelles et de donner de l'ONU une image unifiée à l'intérieur du pays. Il existe à l'heure actuelle plus de 50 Maisons des Nations Unies dans les pays où sont présents au moins trois organismes, mais les possibilités de regroupement sont encore nombreuses. Le PNUD continuera d'apporter un appui opérationnel et de fournir des services aux organismes des Nations Unies selon les besoins.

VII. Cadre intégré de gestion des ressources, 2004-2007

87. Le cadre intégré de gestion des ressources fait la synthèse de toutes les sources de financement (donateurs, sources locales) pour l'ensemble des programmes, de l'appui au programme, de la gestion et de l'administration, et de l'appui aux activités opérationnelles des Nations Unies. Combiné avec le cadre de résultats

stratégiques (exposé plus haut au chapitre V), il constitue le deuxième plan de financement pluriannuel.

88. Le cadre intégré de gestion des ressources pour les quatre années de la période 2004-2007 est présenté à l'annexe 2. Il traduit les arrangements en matière de programmation pris pour cette période, tels qu'ils ont été approuvés par le Conseil d'administration dans sa décision 2002/18. Il comporte aussi des prévisions relatives aux budgets d'appui pour 2004-2005 et 2006-2007, basées sur le projet de budget pour l'exercice biennal 2004-2005 (DP/2003/28) actuellement soumis à l'examen du Conseil d'administration.

89. Concernant les recettes, les hypothèses retenues dans le cadre intégré de gestion sont les suivantes :

a) *Ressources ordinaires*. On compte que pour la période du deuxième plan de financement pluriannuel, les contributions volontaires aux ressources de base du PNUD passeront à 800 millions de dollars en 2004, 900 millions de dollars en 2005, 1 milliard de dollars en 2006 et 1,1 milliard de dollars en 2007⁴;

b) *Autres ressources (cofinancement par des donateurs)*. Le cofinancement par des donateurs (participation aux coûts, contributions à des fonds d'affectation spéciale) est estimé à 3,6 milliards de dollars pour la période 2004-2007, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport aux montants effectivement reçus pendant la période précédente⁵;

c) *Autres ressources (locales)*. Les contributions des gouvernements au titre de la participation aux coûts ont été estimées à 4,2 milliards de dollars pour la période 2004-2007. On s'est fondé pour ce chiffre sur les contributions effectives de 2001-2002 (2 milliard 52 millions de dollars), en prévoyant une augmentation de 2 % pour la période 2004-2005⁶.

90. L'ensemble des ressources prévues pour la période du plan de financement pluriannuel, 2004-2007, s'établit donc à 11,6 milliards de dollars, soit 1,5 milliard de dollars (environ 15 %) de plus que ce qu'on avait d'abord prévu pour la période 2000-2003, et 2,2 milliards de dollars (environ 23 %) de plus que le montant estimatif révisé de cette même période.

91. Environ 9 milliards 992 millions de dollars, soit 86 % de l'ensemble des ressources prévues dans le plan de financement pluriannuel, seront consacrés aux activités de programme. Le solde (1 milliard 648 millions de dollars, soit 14 %) est réservé aux activités relevant des budgets d'appui, notamment : appui au programme (9 %), gestion et administration (2 %), et appui aux activités opérationnelles des

⁴ Partant de l'hypothèse d'une base de ressources de 3,8 milliards de dollars envisagée d'abord dans le cadre intégré pour 2000-2003 (voir DP/1999/30), montant qui représente une augmentation de 800 millions de dollars par rapport au montant estimatif révisé du cadre intégré pour 2000-2003, qui était de 3 milliards de dollars (voir DP/2001/25).

⁵ Les ressources effectives de la période 2001-2002 comprennent 422 millions de dollars au titre de la participation aux coûts, et 1 milliard 221 millions de dollars consacrés aux fonds d'affectation spéciale. Le montant estimatif pour 2004-2007, 3,6 milliards de dollars, est supérieur au premier chiffre estimatif avancé dans le document DP/1999/30 pour le cadre intégré de 2000-2003, révisé ensuite en hausse pour atteindre 2,6 milliards de dollars (DP/2001/25).

⁶ Ce chiffre estimatif de 4 200 millions de dollars est supérieur à la première estimation (3 900 millions de dollars) du cadre intégré pour 2000-2003 (voir DP/1999/30), révisée ensuite en baisse à 3 800 millions de dollars (voir DP/2001/25).

Nations Unies (3 %) (voir annexe 3). Le montant prévu des ressources provenant de donateurs (ressources ordinaires et cofinancement) s'établit à 7 milliards 761 millions de dollars, soit 67 % du total. Un montant d'environ 1 milliard 525 millions de dollars, soit 20 % des ressources provenant de donateurs, est destiné aux activités financées par les budgets d'appui.

VIII. Conclusion

92. On a exposé ici les objectifs stratégiques et les lignes de services que poursuivra le PNUD pendant la période 2004-2007, indiquant dans le détail les stratégies qu'appliquera l'organisation durant la période du deuxième plan de financement pluriannuel. Né de l'Accord mondial sur les objectifs de développement qui s'est traduit dans les OMD, conforté par la demande bien réelle d'appui du PNUD au niveau des pays, et renforcé par un plan précis de réforme interne qui fera du Programme une organisation plus efficace, le plan de financement pluriannuel, 2004-2007, sera un outil essentiel de gestion stratégique, de suivi et de responsabilisation. Le PNUD espère donc que le Conseil d'administration, pour sa part, s'en servira pour contrôler ses progrès et le tenir responsable de ses résultats.

93. Une bonne mise en oeuvre du deuxième plan de financement pluriannuel suppose bien entendu que les ressources prévues soient effectivement disponibles. Le PNUD a beau tirer son financement de sources multiples – ressources ordinaires (de base) et autres ressources –, il est particulièrement important que les contributions ordinaires qu'il escompte lui soient effectivement versées, et il est donc très préoccupant que les montants ciblés pour les ressources ordinaires n'aient pas été atteints par le passé. La présence du PNUD dans les programmes de pays, qui lui donne la possibilité d'axer les programmes sur les pays, et forme le fondement du système des coordonnateurs résidents, serait compromis s'il n'y avait pas la base de financement que constituent les contributions volontaires. Si la tendance à la baisse des contributions aux ressources ordinaires s'est inversée, les prévisions actuelles pour 2003 restent largement en deçà du montant prévu dans le plan de financement pluriannuel. Il est donc crucial que les contributions aux ressources ordinaires augmentent suffisamment pour coïncider avec les montants ciblés dans le plan.

94. L'Administrateur demande au Conseil d'administration de lui indiquer les orientations à suivre et d'approuver les propositions avancées dans le deuxième plan de financement pluriannuel, et demande instamment que les ressources voulues pour les appliquer intégralement soient effectivement mises à disposition.

Annexe 1

Objectifs et lignes de services du PNUD pour la période 2004-2007

Objectif 1. Réalisation des OMD et réduction de la pauvreté

Ligne de services 1.1

Rapports de pays concernant les OMD et suivi de la pauvreté

Le PNUD encourage et appuie le dialogue, qui favorise la gouvernance démocratique. Plus précisément il contribue à des activités ayant pour objectifs : a) de renforcer le débat national concernant une gouvernance responsable et la démocratisation y compris dans les pays sortant d'une période de crise et des pays en transition; et b) de conduire à la formulation consensuelle de programmes de gouvernance nationale reposant sur une large base..

Lien avec les OMD

Cette ligne de services sert à nourrir le débat sur les OMD en favorisant la maîtrise d'oeuvre nationale de ces objectifs, lançant la concertation nationale sur l'adaptation des OMD au contexte particulier du pays considéré, et dynamisant l'effort national autour de ces objectifs. Les données issues du suivi de la pauvreté susciteront un sentiment de responsabilité pour l'amélioration de la conception et de la mise en oeuvre des politiques. L'établissement des coûts entraînés par la poursuite des OMD permettra d'améliorer la coordination entre les donateurs et de mieux plaider pour un allègement plus rapide de la dette.

Avantages du PNUD

Le PNUD encourage le renforcement des capacités nationales de collecte, d'analyse et de diffusion des données, l'utilisation des rapports nationaux sur le développement humain pour la concertation nationale sur les politiques et les campagnes de promotion, et la définition d'indicateurs de base pour le suivi des progrès vers les OMD.

Les avantages du PNUD dans le domaine considéré sont les suivants :

- Il encourage la participation des différents acteurs au débat sur le développement, surtout des organisations de la société civile aux rapports sur les OMD et à la concertation sur les politiques;
- Son mandat n'est pas sectoriel, il pratique une conception intégrée du développement qui correspond aux OMD;
- Il applique, en matière de développement des capacités pour la réduction de la pauvreté, une conception polyvalente, soucieuse d'équité et de participation et non sexiste;

- Il est mandaté pour coordonner l'action des équipes de pays des Nations Unies pour les rapports nationaux sur les OMD.

Au cours de la période du deuxième plan pluriannuel de financement, l'appui coordonné des Nations Unies pour le suivi des engagements pris par les pays sera élargi et visera également : les campagnes de promotion communes, la planification, la réalisation et l'évaluation des progrès vis-à-vis de ces engagements dans leurs rapports avec les problèmes particuliers du développement humain dans chacun des pays de programme

Demande des pays

Les bureaux de pays du PNUD ont presque tous fixé des cibles dans ce domaine. Les représentants résidents ont dit que les résultats en la matière avaient apporté un concours important aux pays de programme au cours de la période 2000-2003.

Ligne de services 1.2 Réforme d'orientation favorable aux pauvres afin de réaliser les OMD

Le PNUD soutient la formulation de stratégies pour la réduction de la pauvreté (y compris de documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, DSRP) afin d'aider les pays à réaliser les objectifs nationaux correspondant aux OMD. Il est amené ainsi à appuyer la mise en relation des stratégies de réduction de la pauvreté avec : a) des politiques économiques de croissance favorables aux pauvres; b) la budgétisation, notamment en ce qui concerne les dépenses et la fiscalité; c) les stratégies nationales de l'emploi; d) la sécurité sociale axée sur la protection des pauvres, y compris les dispositifs de protection sociale.

Lien avec les OMD

Le PNUD soutient la mise en relation des stratégies pour la réduction de la pauvreté (y compris des DSRP) avec les OMD par le biais de politiques permettant de mobiliser des ressources intérieures, de diriger les ressources publiques vers la lutte contre la pauvreté, de centrer l'ensemble des politiques macroéconomiques sur la réduction de la pauvreté, de susciter un schéma de croissance favorable aux pauvres et à l'emploi, de faire de l'équité un axe essentiel des politiques, et d'assurer une protection sociale aux pauvres.

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans le domaine considéré sont les suivants :

- Il est neutre, il a la possibilité d'élargir la concertation sur les orientations, et une vaste expérience des stratégies de réduction de la pauvreté;

- Il coordonne l'action de l'équipe de pays des Nations Unies en ce qui concerne le DSRP, de manière qu'elle concoure à la fourniture de services consultatifs complets;
- Il a un mandat pour le développement humain, avantage pour la promotion de politiques économiques et sociales cohérentes et favorables aux pauvres dans le pays;
- Il fait figure de pionnier de la promotion de programmes régionaux (échelon macroéconomique, politiques commerciales) qui contribuent à élargir la concertation politique sur les problèmes de réduction de la pauvreté;
- Il est en mesure de mobiliser des ressources dans ce domaine.

Demande des pays

Les bureaux de pays du PNUD ont presque tous fixé des cibles dans ce domaine. Les représentants résidents ont dit que les résultats en la matière avaient apporté un concours important aux pays de programme au cours de la période 2000-2003.

Ligne de services 1.3

Initiatives locales de lutte contre la pauvreté, y compris le microcrédit

Le PNUD a inscrit dans sa stratégie de lutte contre la pauvreté l'appui aux stratégies nationales de microfinancement comme au développement des capacités, visant la constitution de partenariats stratégiques pour des programmes viables de microfinancement. Le PNUD soutient les initiatives locales de lutte contre la pauvreté (notamment les stratégies de microfinancement, l'emploi et la formation de revenu), l'accès des pauvres aux ressources productives et aux services sociaux de base, et la mise en place de filets de protection sociale pour les groupes vulnérables. Du fait qu'il met l'accent sur le développement des capacités et l'acquisition de savoirs, ces initiatives pourront être reproduites ailleurs, exerçant une influence sur la définition des politiques.

Lien avec les OMD

La réalisation des OMD à l'échelon national exigera des interventions ciblées à l'échelon local. L'accès au microfinancement, aux ressources productives et aux services sociaux de base aidera les pauvres à sortir de la misère. Le développement des capacités et la constitution de partenariats stratégiques, notamment sous la forme de partenariats entre entités publiques et privées, concourra à l'adaptation des cibles énoncées dans les OMD au contexte et aux priorités locales.

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans le domaine considéré sont les suivants :

- Il apporte un soutien ciblé à l'action locale, communautaire, de réduction de la pauvreté, or ces problèmes sont de plus en plus intégrés à ceux de la gouvernance et de la mobilisation sociale;
- Les conceptions qui sous-tendent ces programmes correspondent aux diverses cibles de développement;
- Il améliore les liens entre les initiatives communautaires et la réforme nationale des orientations économiques et sociales;
- Il est en partenariat étroit pour le microfinancement avec le FENU. Le PNUD tire parti des compétences spécialisées du Groupe spécial du microfinancement du FENU. Ce dernier use des possibilités que lui offre le réseau de bureaux de pays du PNUD (il est probable que l'Assemblée générale des Nations Unies invite le FENU à participer à la coordination des activités des Nations Unies pendant l'Année internationale du microcrédit (2005);
- Le PNUD fait appel au concours des Volontaires des Nations Unies, peu coûteux et bien adapté, pour des initiatives locales de lutte contre la pauvreté et pour la promotion du volontariat;
- Le PNUD est bien placé pour mobiliser des ressources dans ce domaine d'action.

Selon le deuxième plan pluriannuel de financement, le PNUD continuera à cibler plus précisément ses activités locales de lutte contre la pauvreté, dont la valeur ajoutée augmentera du fait qu'elles déboucheront sur une modification des politiques poursuivies.

Demande des pays

Soixante-dix-sept bureaux de pays ont travaillé à obtenir des résultats dans ce domaine au cours de la période 2000-2003.

Ligne de services 1.4**Mondialisation au bénéfice des pauvres**

Le PNUD préconise l'allègement de la dette publique pour aider à combler le déficit de financement des OMD. Il recommande de lier les politiques commerciales au développement humain tout en renforçant les capacités en vue d'intégrer ces politiques dans des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté par le biais du Cadre intégré en faveur des pays les moins avancés. Le PNUD appuie la formulation de stratégies nationales concernant les technologies de l'information et des communications qui contribuent à réduire la pauvreté. Au niveau des pays, il appuie la coordination de l'aide et l'harmonisation des pratiques suivies par les donateurs, pour que le développement contribue plus efficacement à la réalisation des OMD.

Lien avec les OMD

Le PNUD concourt au renforcement du partenariat mondial pour le développement. Il aide les pays bénéficiaires de programmes à maximiser

les avantages qu'ils retirent de la mondialisation en utilisant mieux les ressources disponibles pour le financement du développement et en se dotant de moyens plus efficaces pour mener les négociations touchant le commerce et l'allègement de la dette, considérées sous l'angle du développement humain. Dans le cadre de la campagne en faveur des objectifs du Millénaire, le PNUD aide les pays à renforcer les capacités dont ils disposent pour analyser la façon dont le commerce, l'allègement de la dette, l'accès aux marchés et les transferts de technologie peuvent maximiser les progrès réalisés sur la voie des OMD.

Avantages du PNUD

Le PNUD a depuis longtemps pour mandat d'appuyer la coordination et la gestion de l'aide au niveau national, et il est bien placé pour préconiser concrètement une mondialisation qui profite aux pauvres et aux autres groupes défavorisés, en particulier dans les pays les moins avancés. À la suite de l'adoption de la Déclaration du Millénaire, du Consensus de Monterrey, de la Déclaration ministérielle de Doha et du Sommet mondial pour le développement durable tenu à Johannesburg, les pays bénéficiaires de programmes considèrent que le PNUD :

- Joue un rôle central en les aidant à mobiliser et gérer les ressources plus efficacement et plus équitablement;
- Aide à coordonner les initiatives nationales de renforcement des capacités;
- Fait en sorte que les ressources affectées au développement, le commerce et l'allègement de la dette profitent aux pauvres;
- Aide à mettre au service des pauvres les technologies de l'information et des communications;
- Est à même de mobiliser des ressources dans ce domaine.

Demande des pays

Cinquante-trois bureaux de pays ont obtenu des résultats dans ce domaine durant la période 2000-2003.

Ligne de services 1.5

Développement du secteur privé

Le PNUD encourage les initiatives locales de développement du secteur privé en appuyant : a) la création d'un environnement stable, prévisible et transparent, qui permette de mobiliser l'épargne et les investissements internes (y compris les investissements provenant de la diaspora) et d'attirer et retenir des investissements internationaux et une aide extérieure; b) des politiques efficaces et cohérentes et des réformes du cadre législatif et réglementaire, propres à encourager le développement d'un secteur privé compétitif, adapté aux besoins de chaque pays et conscient de ses responsabilités sur le plan social et dans le domaine de l'environnement; et c) des politiques, réglementations, instruments et outils servant les intérêts des petites et moyennes entreprises et leur infrastructure dans les zones rurales et urbaines, la priorité ayant été donnée aux femmes et aux jeunes. En cherchant à atteindre les OMD, chaque pays doit examiner les rôles respectifs de l'État, de la société civile et du secteur privé, et les relations entre ces trois partenaires. Le PNUD veille à tirer parti des meilleures pratiques en la matière et encourage la coopération Sud-Sud aux fins de l'acquisition des connaissances et du partage des leçons tirées de l'expérience.

Lien avec les OMD

Dans un monde toujours plus globalisé et interdépendant, les progrès sur la voie des OMD dépendent pour une large part d'une activité économique durable aux niveaux local, national, régional et international. La portée des OMD est telle qu'il est hors de question de pouvoir les réaliser sans le concours du secteur privé. Ce point de vue commun s'est fait jour à la Conférence de Monterrey sur le financement du développement en 2002 et a amené l'ONU et le PNUD à constituer une Commission de haut niveau sur le secteur privé et le développement en 2003. Tandis que la Commission s'emploie à formuler des recommandations en la matière, le PNUD plaidera pour une conception du développement du secteur privé qui privilégie la dimension humaine, qui tienne compte des considérations de sexe, qui respecte l'environnement et qui aide à améliorer les perspectives économiques des entreprises locales, dans le pays même et à l'étranger. De l'avis du PNUD, l'intégration de la société et la croissance économique peuvent se renforcer mutuellement, et des partenariats entre les secteurs public et privé sont indispensables pour mobiliser des ressources et les affecter à des objectifs afin d'obtenir des résultats.

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans ce domaine sont les suivants :

- Les liens existant entre ses programmes de lutte contre la pauvreté et le développement d'un secteur privé autochtone;

- Les liens existant entre ces programmes en matière de gouvernance démocratique et le contexte de politique générale dans lequel s'inscrit le développement du secteur privé;
- L'expérience accumulée par son réseau mondial d'appui aux multipartenariats;
- L'expérience pratique considérable qu'il a acquise dans le domaine de la promotion et du développement du secteur privé autochtone.

Demande des pays

Sur les 95 bureaux de pays⁷, 34 envisagent d'entreprendre des activités dans ce domaine durant la période 2004-2007.

Ligne de services 1.6

Intégration d'une perspective sexospécifique

Le PNUD est favorable à la participation multipartite et, dans ce contexte, préconise notamment : des objectifs intégrant la problématique hommes-femmes; la ventilation des données selon le sexe; l'incorporation dans les budgets d'une composante sexospécifique. Le PNUD appuie les activités de perfectionnement des cadres, notamment le renforcement de la capacité des réseaux d'associations féminines pour les aider à participer au débat public sur la pauvreté. Il appuie également le renforcement des capacités aux fins d'analyses décisionnelles fondées sur la connaissance et intégrant la problématique hommes-femmes, et encourage des approches novatrices concernant l'appui à apporter aux femmes parlementaires et aux dirigeantes d'organisations de la société civile.

Lien avec les OMD

Le PNUD contribue à la réalisation des OMD : a) en préconisant la parité entre les sexes en tant qu'élément central pour la réalisation des OMD, sur la base d'une argumentation solide; b) en développant les capacités disponibles pour des analyses sexospécifiques; c) en participant au débat sur les dimensions sexospécifiques des budgets nationaux, les politiques économiques et sociales et les stratégies de réduction de la pauvreté; et d) en transmettant des informations en la matière dans le cadre de la campagne en faveur des OMD.

Avantages du PNUD

Dans 90 pays bénéficiaires de programmes du PNUD, l'intégration d'une perspective sexospécifique est une activité prioritaire. Les avantages du PNUD sont les suivants :

- Il s'emploie à renforcer les politiques et les législations;

⁷ Les 95 bureaux de pays ont participé à l'évaluation qui a validé les lignes de services figurant dans le Cadre de résultats stratégiques pour 2004-2007. L'opération est décrite au chapitre IV du présent document.

- Il aide à développer la capacité dont disposent les gouvernements pour promouvoir l'égalité entre les sexes et la prise en compte des sexospécificités;
- Il encourage entre les principaux acteurs nationaux, y compris les membres de la société civile, un dialogue sur la parité des sexes;
- Il établit un lien entre les OMD et les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, en intégrant une composante sexospécifique dans le processus budgétaire et en utilisant des indicateurs sexospécifiques du développement humain et des indicateurs de la participation des femmes;
- Il recherche l'égalité entre les sexes dans tous les domaines d'intervention – et pas simplement dans ceux qui sont énoncés dans la section III de la Déclaration du Millénaire;
- Grâce à son partenariat avec UNIFEM, il a directement accès à d'autres réseaux et à d'autres sources de compétences spécialisées.

Demande des pays

Sur les 95 bureaux de pays du PNUD, 48 envisagent d'exécuter des activités dans ce domaine durant la période 2004-2007. Les représentants résidents ont indiqué que les résultats obtenus avaient apporté une contribution importante aux pays bénéficiaires de programmes durant sa période 2000-2003.

Ligne de services 1.7

Renforcement du pouvoir d'action de la société civile

Le PNUD encourage les partenariats avec les organisations de la société civile pour ce qui est de la présentation de rapports sur la réalisation des OMD et des activités de mobilisation. Le PNUD s'emploie à associer ces organisations aux stratégies de réduction de la pauvreté et aux processus d'application y relatifs, notamment en mettant en place des mécanismes de suivi participatif. Le PNUD encourage également un dialogue multipartite qui associe les organisations de la société civile au débat concernant la réforme des politiques en faveur des pauvres, le commerce, l'aide et la dette.

Lien avec les OMD

L'objectif du PNUD est de mobiliser les organisations de la société civile aux fins de la réalisation des OMD au niveau des pays, pour rendre ce processus plus participatif. Le PNUD aidera à ménager l'espace voulu pour que lesdites organisations puissent participer aux activités de suivi et de présentation de rapports touchant les OMD, ainsi que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, à renforcer leur capacité d'intervention dans les processus liés aux objectifs du Millénaire et aux stratégies de lutte contre la pauvreté, et à les associer aux campagnes en faveur des OMD.

Avantages du PNUD

Les OMD ont redynamisé le rôle de coordination du PNUD dans les pays bénéficiaires de programme. Les avantages du PNUD dans ce domaine sont les suivants :

- Le PNUD appuie les processus participatifs de nature à faciliter le dialogue de politique générale entre les gouvernements et la société civile;
- Il préconise la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire qui permette aux organisations de la société civile de contribuer davantage au processus de développement;
- Dans les pays du Sud, il encourage le renforcement du pouvoir d'action de la société civile en lui permettant d'avoir accès aux connaissances, à l'expérience et aux ressources qui existent dans d'autres pays du Sud et ailleurs dans le monde, ce qui l'aide à participer plus activement au processus de développement.

Demande des pays

Sur les 95 bureaux de pays du PNUD, 36 ont obtenu des résultats dans ce domaine durant la période 2000-2003.

Ligne de services 1.8**Utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) au service des pauvres**

Le PNUD aide les pays à élaborer des cadres de politique générale et des stratégies nationales en matière de TIC, et à intégrer les TIC dans les principales priorités du développement national, telles que les stratégies de réduction de la pauvreté et les documents de stratégie correspondants, ainsi que dans les plans de développement nationaux. Il appuie également l'utilisation des TIC aux fins des programmes de développement visant à mettre en oeuvre les priorités stratégiques, y compris les OMD, et à renforcer la capacité d'innovation et d'exécution. Un thème d'intervention spécifique concerne l'utilisation des TIC pour faciliter l'acquisition des connaissances, l'accès à l'éducation et l'égalité de traitement dans ce domaine, et améliorer les chances qu'offre le développement aux femmes, aux jeunes et aux groupes marginalisés.

Lien avec les OMD

La corrélation entre les TIC et les OMD est un domaine récent dans lequel le PNUD apporte une contribution importante, au niveau de l'analyse des politiques et au niveau de leur mise en oeuvre. À l'échelle mondiale, tout en mettant en lumière le potentiel de développement de ces nouvelles technologies, le PNUD coordonne les recherches en vue de mieux en apporter la preuve aux décideurs, et s'efforce de rechercher de nouveaux types de partenariats qui contribuent à l'utilisation des TIC.

Le PNUD aide les pays à déterminer comment les TIC peuvent le mieux contribuer à la réalisation des OMD dans leur contexte national propre, et comment ils peuvent envisager l'adoption d'approches plus stratégiques qui établissent une corrélation efficace entre leurs stratégies en matière de TIC et leurs stratégies de développement. Son assistance facilite ainsi la réalisation des OMD et des objectifs du développement national. Elle aide également les pays à envisager de nouvelles solutions en matière de développement; permet d'élargir la portée des services de base (santé et éducation, par exemple) en en réduisant le coût; facilite l'accès à l'information et la participation de toutes les parties prenantes, grâce à une transparence accrue et à l'appui à des réseaux à tous les niveaux, ce qui renforce la capacité disponible pour réaliser les OMD, suivre les progrès accomplis et en rendre compte.

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans ce domaine sont les suivants :

- Grâce à un cadre d'action global (l'Initiative mondiale pour l'accès aux technologies) et à une approche multipartite et participative des TIC au service du développement, le PNUD renforce la viabilité et l'impact de ces nouvelles technologies, en évitant les écueils que comportent des approches axées sur l'infrastructure ou purement sectorielles;
- Le PNUD peut établir des liens concrets entre les objectifs de développement et les TIC, et vice-versa, tirant parti de son savoir-faire dans ces domaines et de son rôle de partenaire neutre et fiable au niveau des pays;
- Grâce à sa faculté d'adaptation et à sa réactivité, le PNUD peut agir à la fois en aval, au niveau des projets et activités, et en amont, au niveau de la mise en oeuvre des politiques et des stratégies, tout en faisant le lien entre les deux niveaux;
- Le PNUD a enregistré de bons résultats pour ce qui est de la mise en place de capacités nationales (dans plus de la moitié des cas, les projets lancés dans le cadre de son Programme de développement de réseaux viables sont maintenant indépendants et viables);
- Le PNUD joue un rôle dans le domaine des activités de sensibilisation au niveau mondial et dans la constitution de partenariats, en participant activement à des forums internationaux (le PNUD anime le Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications en ce qui concerne les stratégies électroniques nationales, le Sommet mondial sur la société de l'information, le Comité « ICT4D platform » des stratégies électroniques, et il a joué un rôle clef dans l'élaboration du plan d'action du Groupe d'experts du G-8 sur l'accès aux nouvelles technologies);

Demande des pays

Sur les 95 bureaux de pays du PNUD, 47 envisagent d'entreprendre des activités dans ce domaine pendant la période 2004-2007.

Objectif 2. Promotion de la gouvernance démocratique

Ligne de services 2.1

Appui à la gouvernance démocratique au niveau de la politique générale

Le PNUD encourage et appuie les dialogues qui favorisent la gouvernance démocratique. Plus précisément, il contribue à des activités visant à renforcer le débat national sur une gouvernance à l'écoute des citoyens et sur la démocratisation, y compris dans les pays sortant d'une période de crise et les pays en transition et à déboucher sur la formulation consensuelle de programmes de gouvernance nationale reposant sur une large base.

Lien avec les OMD

Une gouvernance réceptive à tous les niveaux de la société contribue à l'instauration d'un environnement porteur qui aidera les pays à atteindre leurs OMD, en particulier l'élimination de la pauvreté. Dans la Déclaration du Millénaire, les dirigeants du monde entier ont indiqué qu'ils n'épargneraient « aucun effort pour promouvoir la démocratie et renforcer l'état de droit ainsi que le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus sur le plan international, y compris le droit au développement ». En jouant un rôle de premier plan en faveur d'une gouvernance démocratique, le PNUD peut aider à intégrer ces engagements dans les politiques générales.

Avantages du PNUD

Étant donné le nombre de pays qui sollicitent actuellement l'appui du PNUD dans ce domaine, la réforme démocratique des politiques générales est devenue l'un des principaux centres d'intérêt des interventions du PNUD dans le domaine de la gouvernance démocratique. Les avantages du PNUD dans ce domaine découlent de deux facteurs :

- Son rôle de coordonnateur et sa neutralité;
- Une forte tradition d'activités d'appui, désormais renforcée par une communauté de pratique dynamique.

Demande des pays

Sur les 95 bureaux de pays du PNUD, 32 envisagent d'entreprendre des activités dans ce domaine pendant la période 2004-2007. Les représentants résidents ont indiqué que les résultats obtenus dans ce domaine avaient représenté une contribution importante pour les pays bénéficiaires de programme pendant la période 2000-2003.

Ligne de services 2.2**Développement parlementaire**

Le renforcement du rôle fondamental des parlements en tant qu'organes représentatifs, législatifs et de contrôle est un élément central de l'appui apporté par le PNUD au développement parlementaire. Cet appui vise à faire en sorte que les organes législatifs disposent des moyens et ressources et jouissent de l'indépendance qui leur sont indispensables pour s'acquitter de ces fonctions avec efficacité.

Lien avec les OMD

Le PNUD aide à renforcer le rôle que jouent les parlements dans la responsabilisation des gouvernements eu égard aux engagements pris en matière de politique générale et à l'utilisation des ressources aux fins de la réduction de la pauvreté. En particulier, la capacité d'analyse budgétaire des commissions budgétaires parlementaires peut être renforcée pour aider à aligner l'allocation des ressources nationales sur les plans et engagements afférents aux OMD.

Avantages du PNUD

Le PNUD a une relation de confiance avec ses partenaires dans les pays bénéficiaires de programmes. Environ 50 % des bureaux de pays demandent des interventions au titre de la présente ligne de services et rendent compte de leurs activités dans ce domaine. Les avantages du PNUD sont les suivants :

- Une présence établie depuis longtemps;
- Son rôle dans le processus d'édification de la nation à la suite des conflits;
- Son aptitude à assurer le suivi des services d'appui électoral;
- Sa capacité de fournir des services consultatifs concernant les grandes orientations;
- Sa capacité de mobiliser des donateurs et des prestataires de services dans le cadre de partenariats, ainsi que des ressources.

Demande des pays

Sur les 95 bureaux de pays du PNUD, 30 envisagent d'entreprendre des activités dans ce domaine pendant la période 2004-2007.

Ligne de services 2.3**Systèmes et processus électoraux**

Les élections sont la pierre angulaire de la gouvernance démocratique. Au titre de la présente ligne de services, le PNUD axe ses activités sur la durabilité et la transparence des processus électoraux pour

permettre à tous les citoyens d'élire librement leurs représentants et de leur demander des comptes quant aux engagements pris et aux résultats obtenus.

Lien avec les OMD

Les élections nationales, régionales et locales ont une importance décisive pour la démocratie. Le PNUD axera ses activités sur l'équilibre à établir entre l'appui électoral ponctuel à court terme et l'appui à long terme aux systèmes et processus électoraux qui favorisent le respect des principes démocratiques dans l'ensemble de la société ainsi que le bon fonctionnement des institutions publiques. L'éducation civique, en particulier dans le domaine électoral, favorise une prise de conscience du droit à participer à la vie publique ainsi que de l'obligation qu'ont les représentants élus et les hauts fonctionnaires de rendre compte de leurs actions.

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans ce domaine sont les suivants :

- Le rôle important qu'il a joué dans la plupart des élections organisées dans les pays en développement ces dernières années;
- Son utilisation des élections comme point de départ pour l'appui à des programmes de gouvernance plus larges;
- La confiance que lui accordent les gouvernements, qui est essentielle pour l'appui électoral;
- Son impartialité et sa neutralité;
- Son rôle unique en matière de coordination et d'exécution, que les donateurs d'aide bilatérale ne peuvent pas jouer lorsqu'il s'agit d'élections;
- Le recours aux services de Volontaires des Nations Unies pour un appui approprié et efficace;
- Son aptitude à mobiliser des ressources dans ce domaine.

Le PNUD collabore avec la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques de l'ONU, tout en jouant un rôle nettement distinct comportant la coordination des donateurs, le développement des capacités institutionnelles des organes électoraux et la participation de la société civile au processus électoral. Ces éléments reflètent le mandat du PNUD en matière de programmation, ainsi que les efforts qu'il fait depuis longtemps pour encourager la coordination des donateurs en matière d'appui électoral, et son expérience considérable de la question. Vingt-six pays ont bénéficié d'une assistance électorale du PNUD en 2002.

Demande des pays

Sur les 95 bureaux de pays du PNUD, 29 envisagent d'entreprendre des activités dans ce domaine pendant la période 2004-2007.

Ligne de services 2.4

Justice et droits de l'homme

Dans le secteur de la justice, le programme du PNUD porte sur l'indépendance et l'impartialité des juges, la connaissance du droit, l'aide judiciaire, les lois en faveur des pauvres et la participation civique en matière de réforme juridique et judiciaire. Les éléments essentiels des activités du PNUD dans le domaine des droits de l'homme et de la sécurité sont les suivants : appui à l'élaboration de plans nationaux en matière de droits de l'homme, application d'une approche soucieuse des droits de l'homme en matière de programmation, assistance à des activités relatives aux droits de l'homme telles que l'éducation civique, les campagnes de sensibilisation, la création de bureaux d'ombudsmans ou le renforcement de ceux qui existent déjà, et développement des institutions ayant trait aux droits de l'homme aux niveaux régional ou local.

Dans les pays en crise, le PNUD aborde le problème de l'insécurité et de la réforme transitoire de la justice dans une optique globale pour assurer la sécurité des personnes, l'équité, la primauté du droit, le maintien de l'ordre et l'application de la loi. À cette fin, il encourage et appuie le renforcement des politiques et activités dans le domaine de la justice et de la sécurité.

Lien avec les OMD

La justice et les droits de l'homme sont des éléments fondamentaux du développement humain car ils garantissent la protection, la responsabilisation et la dignité de tous les citoyens et contribuent à assurer l'égalité des chances, facteur clef de la réalisation des OMD. L'appui du PNUD à l'institutionnalisation des droits de l'homme renforce la composante droits de l'homme de la politique générale et de la vie publique, rendant ainsi moins acceptable la persistance de la misère. Aider à faire en sorte que le système de justice ainsi que les institutions et services dans ce domaine, y compris l'aide judiciaire, fonctionnent bien et soient accessibles et transparents signifie que les pauvres et les autres groupes défavorisés bénéficient d'une protection, d'une représentation et de possibilités de recours envers ceux qui détiennent les ressources et qui doivent rendre des comptes en ce qui concerne les engagements pris touchant les services visés dans les OMD et les objectifs à atteindre.

Avantages du PNUD

L'approche du développement axée sur les droits de l'homme est considérée comme particulièrement importante par toutes les organisations; pour sa part, le PNUD :

- Se conforme à tous les aspects du mandat de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la paix, la sécurité et le développement humain (et il est le seul des organismes des Nations Unies à le faire) dans lesquels les considérations relatives aux droits de l'homme peuvent être intégrées;

- Considère que le fait de ne pas avoir accès à la justice est une caractéristique de la pauvreté et que ce problème devrait être abordé dans une optique soucieuse des droits de l'homme;
- Assure la coordination entre les organismes des Nations Unies, ce qui lui permet d'adopter des approches soucieuses des droits de l'homme pour les travaux de toutes les équipes des Nations Unies actives dans les pays.

Demande des pays

Sur les 95 bureaux de pays du PNUD, 58 envisagent d'entreprendre des activités dans ce domaine. Les représentants résidents ont indiqué que les résultats obtenus dans ce domaine avaient représenté une contribution importante pour les pays bénéficiaires de programmes pour la période 2000-2003.

Ligne de services 2.5

Télégouvernance et accès à l'information

Le PNUD aide les pays en facilitant l'accès à l'information et en aidant les citoyens à se faire entendre lors de la prise de décisions. La gouvernance démocratique impliquant un débat public et l'ouverture au niveau de la prise de décisions, l'organisation de groupes d'intérêts et le libre-échange d'idées, d'opinions et d'informations ont une importance fondamentale. Plus que jamais, la liberté des médias joue un rôle essentiel dans la marche vers la démocratie et dans l'efficacité des interventions en faveur du développement. L'accès à l'information et le droit à la liberté d'expression revêtent une importance fondamentale dans le domaine des droits de l'homme et constituent des éléments déterminants de l'action visant à assurer la libre expression et la participation qu'exigent l'existence d'une société civile démocratique et l'élaboration de stratégies et de politiques de développement qui soient à l'écoute de la population.

Le PNUD collabore avec les médias – traditionnels ou nouveaux – qui offrent de nouveaux moyens de fournir et d'échanger des informations, d'en faciliter l'accès et d'apporter une contribution à la prise de décisions.

Lien avec les OMD

Le PNUD aide les gouvernements à améliorer l'accès à l'information et, pour compléter les échanges d'informations par les autorités nationales et publiques il appuie les mesures qui aideront les citoyens à se faire entendre et renforceront les capacités d'élaboration de stratégies nationales de développement reposant sur une large base et faisant appel à la participation des collectivités – autant d'éléments essentiels à la réalisation des OMD. Il aide les pays à établir les stratégies et plans d'action nécessaires à l'existence de médias démocratiques et vivants, capables de fournir rapidement des informations fiables concernant l'ordre public, les tendances du marché

et les perspectives économiques, la corruption et les droits civiques, politiques, sociaux et économiques. Il aborde les problèmes complexes qui se posent dans le domaine des TIC et exploite les possibilités offertes dans ce domaine de façon à favoriser un environnement ouvert dans le domaine de l'information et à utiliser les TIC pour trouver des solutions efficaces en matière d'information qui, tout en complétant les médias de type traditionnel, aillent au-delà de ceux-ci. L'appui du PNUD contribue à l'exécution d'activités touchant la télégouvernance et l'accès à l'information qui favoriseront la responsabilisation et la transparence s'agissant des responsables et la participation des citoyens à la mise en oeuvre et au suivi des stratégies relatives aux OMD.

Avantages du PNUD

Le PNUD a plus de 10 ans d'expérience pour ce qui est de l'accès à l'information en intervenant à la fois au niveau de la politique générale et au niveau local. Ses avantages dans ce domaine sont les suivants :

- Sa neutralité et ses relations de confiance avec les gouvernements, qui lui permettent d'aborder des questions de politique générale, telles que l'élaboration de plans d'action pluralistes concernant les médias (dans plus de 15 pays);
- Sa grande expérience des activités visant à faciliter l'accès aux informations et leur partage parmi tous les secteurs de la société dans le cadre de son Programme de constitution de réseaux pour un développement durable (dans plus de 40 pays);
- L'attention particulière qu'il accorde à la contribution des collectivités et des citoyens lors de la prise de décisions ainsi qu'à la fourniture de services spécialisés sur les questions de politique générale ayant trait à la gouvernance concernant les médias et les TIC (dans 60 pays);
- Son expérience des activités de télégouvernance, pour favoriser l'établissement de liens performants entre les citoyens et les administrations locales ou centrales afin de rendre la prise de décisions plus ouverte, en prévoyant une participation plus large des collectivités (dans près de 20 pays);
- Son aptitude à prendre l'initiative d'actions en faveur des pauvres sur la base de son expérience des programmes de pays, du réseau mondial de connaissances et de la fourniture de services spécialisés dans les domaines de la gouvernance démocratique, de la réduction de la pauvreté et des technologies de l'information et des communications.

Demande des pays

Sur les 95 bureaux de pays du PNUD, 60 envisagent d'entreprendre des activités dans ce domaine pendant la période 2004-2007.

Ligne de services 2.6**Décentralisation, gouvernance locale et développement urbain et rural**

La décentralisation et la gouvernance locale sont devenues des secteurs bénéficiant d'un appui important recouvrant le réexamen et la réforme des législations et politiques générales; le développement des capacités (en particulier pour la planification administrative et la gestion financière au niveau local) et de la mise en place de mécanismes ouverts de consultation avec les collectivités locales, avec la participation des femmes et des minorités ethniques.

Lien avec les OMD

Le lien entre les OMD et la gouvernance locale décentralisée joue un rôle essentiel car la réalisation des objectifs nationaux de développement est, en dernier ressort, entre les mains des collectivités locales. Pour le PNUD, cette relation a trois aspects : a) planification, suivi et contrôle avec la participation des collectivités, pour aider à définir des indicateurs de développement, qui seront compatibles, au niveau mondial ou même national, avec la réalité locale; b) les capacités des organes locaux (y compris les représentants élus et les services publics) doivent souvent être renforcées pour faire en sorte que les ressources soient utilisées en fonction des résultats escomptés; c) les élections locales, l'accroissement du nombre des partis démocratiques et la participation de la société civile sont nécessaires pour améliorer la gouvernance locale par des interventions allant dans le sens des intérêts de tous.

Avantages du PNUD

Le PNUD adopte une approche globale pour faciliter la maîtrise des programmes par les pays eux-mêmes, la mise en place de capacités nationales et l'adoption d'une politique porteuse en matière d'environnement aux fins d'une décentralisation, d'une gouvernance locale et d'un développement urbain et rural plus efficaces. Les avantages du PNUD dans ce domaine sont les suivants :

- Le rôle important qu'il joue en ce qui concerne la coordination avec les donateurs dans les pays où la gouvernance locale bénéficie d'une attention considérable auprès de la communauté internationale;
- Un ensemble solide d'intervenants;
- Des activités dans 90 pays offrant un potentiel considérable de coopération Sud-Sud, y compris pour l'acquisition de connaissances;
- Sa souplesse quant à l'appui apporté, une grande attention étant accordée aux besoins locaux;

- Sa coopération étroite avec le Fonds d'équipement des Nations Unies dans les pays les moins avancés (actuellement au nombre de 22), qui constitue une base solide pour l'établissement d'un lien entre la réduction de la pauvreté, d'une part, et la gouvernance démocratique et la gestion des ressources naturelles, de l'autre.

Demande des pays

Sur les 95 bureaux de pays du PNUD, 65 envisagent d'entreprendre des activités dans ce domaine pendant la période 2004-2007. Les représentants résidents ont indiqué que les résultats obtenus dans ce domaine avaient représenté une contribution importante pour les pays bénéficiaires de programmes pendant la période 2000-2003.

Ligne de services 2.7

Réforme de l'administration publique et lutte contre la corruption

L'appui dans ce domaine est axé sur les activités visant à rendre les administrations publiques efficaces, transparentes, responsables et davantage à l'écoute du public.

Lien avec les OMD

Dans les sociétés en rapide évolution du fait de la mondialisation ou d'autres formes de transition, une capacité administrative solide facilite, par sa clarté et sa cohérence, la mise en oeuvre des priorités nationales, y compris celles qui sont en rapport avec les OMD. Le PNUD aide à mettre en place des services publics efficaces axés sur les résultats, transparents, responsables et à l'écoute des besoins des citoyens.

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans ce domaine sont les suivants :

- Une perspective unique, découlant de l'importance qu'il attache à la réduction de la pauvreté axée sur les OMD ainsi que de son approche aux droits de l'homme;
- Sa longue et solide expérience, acquise dans le monde entier;
- Sa neutralité dans un domaine qui, politiquement, est de plus en plus délicat;
- Son aptitude à mobiliser des ressources dans ce domaine.

Demande des pays

Sur les 95 bureaux de pays du PNUD, 42 envisagent d'entreprendre des activités dans ce domaine pendant la période 2004-2007.

Objectif 3. Énergie et environnement pour un développement durable

Ligne de services 3.1

Cadres et stratégies de développement durable

Le PNUD cherche à développer la capacité des pays pour gérer l'environnement et les ressources naturelles; intégrer les dimensions écologiques et énergétiques aux stratégies de réduction de la pauvreté et aux cadres de développement nationaux; et renforcer le rôle des collectivités et des femmes pour promouvoir le développement durable.

Lien avec les OMD

Des écosystèmes sains, la conservation des richesses naturelles et la promotion de modèles durables de production, de distribution et de consommation sont essentiels à la réalisation des OMD. L'appui aux stratégies nationales et locales de développement durable et aux mesures de politiques connexes a été la pierre angulaire des programmes de pays du PNUD depuis la Conférence de Rio en 1992. Il est probable que ces stratégies seront essentielles pour atteindre la cible 9 de l'OMD 7 : « intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales ».

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans ce domaine sont les suivants :

- Expérience de l'aide aux pays en développement dans la fixation de leurs priorités à cet égard, en liant divers secteurs par des stratégies de développement effectives et écologiquement durables;
- Aptitude à édifier les capacités nationales pour s'attaquer aux problèmes de développement par des cadres et des politiques qui concilient des besoins apparemment contradictoires (par exemple en liant le développement économique à des considérations écologiques et de bien-être humain);
- Par le FEM, appui à 120 pays pour développer une capacité nationale d'auto-évaluation qui promeut les synergies entre les diverses conventions écologiques et les stratégies nationales globales;
- Promotion de l'analyse sectorielle des stratégies de pays par le FEM (voir lignes de services 3.3, 3.5 et 3.6), le CDTA (voir ligne de services 3.4) et le Protocole de Montréal (voir ligne de services 3.6);
- Rôle unique pour faciliter le dialogue intersectoriel et multipartite entre les pouvoirs publics et la société civile;
- Aptitude à mobiliser des ressources dans ce domaine (1,8 milliard de dollars en dons et plus de 2 millions de dollars de cofinancement ont déjà été mobilisés).

Demande des pays

Cinquante-neuf des 95 bureaux de pays du PNUD envisagent des activités dans ce domaine en 2004-2007. Les représentants résidents ont cité les résultats dans ce domaine comme une importante contribution aux pays de programmes en 2000-2003.

Ligne de services 3.2**Bonne gouvernance de l'eau**

Elle appuie l'emploi durable des ressources marines, côtières et d'eau douce et un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement. Ceci exige des cadres appropriés de gouvernance locale, nationale et régionale concernant l'eau, et des démarches intégrées pour gérer les ressources en eau. Cette ligne de services promeut aussi la coopération à la gestion des eaux transfrontières.

Lien avec les OMD

Plus de 1,2 milliard de personnes n'ont pas accès à une eau potable saine et plus de 2,5 milliards manquent de moyens sanitaires suffisants. De mauvais approvisionnements et une mauvaise gestion des ressources en eau sont les causes de la forte mortalité infantile, de l'aggravation des maladies transmises par vecteurs, des faibles rendements agricoles et de l'aggravation des conditions écologiques locales (voir OMD 4, 6 et 7). Un meilleur accès à l'eau est un but qui exige des cadres de gouvernance locaux, nationaux et régionaux sur la question. Le PNUD a des mécanismes efficaces en place pour appuyer le développement de tels cadres et pour aider les collectivités pauvres à améliorer leur accès à des approvisionnements en eau et à des moyens sanitaires idoines.

Avantages du PNUD

- Les avantages du PNUD dans ce domaine sont les suivants :
- C'est le seul organisme des Nations Unies qui exécute des projets intéressant la gestion intégrée des ressources marines, côtières et en eau douce ainsi que leurs aspects de moyens de subsistance dans une approche intersectorielle;
- Le PNUD est un médiateur impartial pour les eaux transfrontières et, par le FEM, un partenaire actif pour établir des mécanismes de coordination politique dans plus de 20 bassins internationaux;
- Le recueil de faits, la fixation de priorités et l'adhésion aux réformes de gouvernance pour assurer la durabilité sont prévus, en cours ou réalisés dans 17 étendues d'eau transfrontières intéressant 103 pays; l'application de réforme de gouvernance est en cours dans cinq étendues d'eau partagées intéressant 41 pays;

- Le PNUD adhère à tous les grands partenariats mondiaux concernant l'eau; il est l'organisme principal sur la gouvernance à cet égard dans le système des Nations Unies et fait partie de l'Équipe spéciale du Secrétaire général sur l'eau (projet du Millénaire); il a établi des partenariats avec le Partenariat mondial pour l'eau, le Conseil international pour les initiatives écologiques locales et plusieurs institutions régionales et nationales sur la gouvernance de l'eau;
- Il a créé 10 réseaux régionaux de développement des capacités en eau et joue un rôle de pointe pour impliquer les femmes dans la gestion de l'eau;
- Il a des partenariats effectifs avec les organismes des Nations Unies (par exemple la FAO, l'OMI et l'ONUDI), la Banque mondiale, les organisations intergouvernementales et d'autres donateurs (par exemple la BAD, l'UE) en gestion internationale des eaux;
- Il est à même de mobiliser des ressources dans ce domaine (le PNUD joue le rôle principal dans le portefeuille des eaux internationales du FEM avec des budgets adoptés de 250 millions de dollars plus 100 millions de dollars attendus d'ici trois ans).

Demande des pays

Dix-sept des 95 bureaux de pays du PNUD envisagent des activités dans ce domaine en 2004-2007.

Ligne de services 3.3

Accès aux services d'énergie durable

Le PNUD appuie des activités énergétiques pour réduire la pauvreté et réaliser les objectifs de développement durable aux niveaux local, national et mondial. Son travail est axé sur le renforcement des cadres de politique nationale pour réduire la pauvreté en appuyant l'énergie; sur la promotion des services d'énergie rurale pour appuyer la croissance et l'équité en mettant l'accent sur la situation des femmes; sur la promotion des technologies d'énergie propre pour atténuer les changements climatiques; et sur l'accroissement de l'accès au financement de l'énergie durable par l'investissement, notamment par le mécanisme pour un développement propre. Les activités dans ce domaine complètent et aident à intégrer les programmes du FEM dans le domaine des changements climatiques et appuient des moyens de subsistance durables.

Lien avec les OMD

Il n'y a pas d'OMD sur l'énergie, mais il va de soi que la réalisation de tous les OMD dépendra d'un accès élargi à des services d'énergie propre pour le tiers de l'humanité qui n'a accès ni à l'électricité ni aux combustibles modernes. La prestation de services de santé, d'éducation et d'hygiène, qui offrent des débouchés économiques, exige

des apports énergétiques. L'égalité des sexes (OMD 3) et l'éducation primaire pour tous (OMD 2) ne seront possibles que lorsque les femmes et les filles seront libérées de la corvée de collecte d'eau et de combustible et lorsque l'éclairage étendra la mobilité à l'aube et au soir. Le SMDS a confirmé l'accord mondial sur les liens entre l'énergie, la réduction de la pauvreté et les OMD dans le texte final du Sommet.

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans ce domaine prennent la forme suivante :

- Un rôle de plaidoyer mondial reconnu dans les Perspectives énergétiques mondiales;
- Un grand portefeuille énergétique avec un appui majeur du FEM, y compris : le Programme de microfinancements; 110 pays en développement appuyés par le PNUD/FEM pour préparer des stratégies de communication nationale selon la Convention sur les changements climatiques; 32 PMA appuyés dans la formulation de leurs programmes nationaux d'adaptation;
- L'aptitude à intégrer les problèmes économiques, sociaux et écologiques liés à l'énergie;
- Les moyens d'aider les pays à s'occuper des liens entre l'énergie et la pauvreté et des dimensions mondiales/locales des changements climatiques comme suivi au SMDS;
- Un rôle dirigeant dans le système des Nations Unies sur les questions de genre et d'énergie, avec d'importantes publications;
- Un créneau concernant le mécanisme pour un développement propre grâce aux contributions du PNUD à divers aspects de la gouvernance;
- La capacité de développer des partenariats public-privé en énergie, comme le Global LPG Challenge et le Global Village Energy Partnership, en collaboration étroite avec la Banque mondiale, le système des Nations Unies et les partenaires du secteur privé;
- L'aptitude à mobiliser des ressources dans ce domaine; en 1996-2003, elles se sont élevées à 430 millions de dollars (portefeuille de dons du FEM) et à 1,4 million de dollars (partage des coûts), encore surtout par le biais du FEM, en sus de 46 millions de dollars de ressources ordinaires.

Demande des pays

Trente-six des 95 bureaux de pays du PNUD envisagent des activités en 2004-2007.

Ligne de services 3.4**Gestion durable des terres pour combattre leur désertification et leur dégradation**

La dégradation des terres est une des grandes causes de la pauvreté rurale ainsi que l'un de ses effets. Le PNUD s'efforce de rompre ce cycle et de réduire la pauvreté par la gestion durable des terres et en maintenant l'intégrité de l'écosystème des terres, notamment arides où vivent les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus marginalisées. Le PNUD aide les pays et les collectivités à la gouvernance foncière, à faire face aux sécheresses, à la réforme agraire et à la promotion de pratiques et de métiers de la terre durables, novateurs et inédits. On met ici un accent spécial sur la situation des rurales. Le PNUD appuie l'édification des capacités institutionnelles systémiques face à la désertification et à la dégradation des terres afin de réduire la pauvreté rurale par un dialogue et des actes multipartites locaux, nationaux et mondiaux. Il promeut la popularisation et l'intégration des grandes conventions écologiques pour réduire la dégradation des terres, aider leurs exploitants à s'adapter aux changements climatiques et maintenir les services par l'intégrité de l'écosystème.

Lien avec les OMD

La plupart des pauvres du monde vivent à la campagne et ils dépendent de la terre et de ses ressources naturelles pour gagner leur vie. Environ un milliard de personnes vivent sur des terres arides, où la marginalisation économique, la dégradation des terres et l'indifférence politique et administrative compliquent gravement le développement durable, fondé sur une gestion sérieuse des terres. Une gestion durable des terres assure la sécurité et la viabilité économique à court et à long terme pour extirper le dénuement et la faim (OMD 1) et assurer la durabilité écologique (OMD 7). Pour une gestion durable des terres, il est essentiel de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des rurales (OMD 3). Il sera impossible de réaliser les OMD dans plusieurs points du monde si l'on ne s'attaque pas aux causes sous-jacentes de la politique foncière, des contraintes de gouvernance et du manque de capacités pour atténuer la dégradation des terres.

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans ce domaine sont les suivants :

- Le Centre de développement des terres arides (CDTA), successeur de l'ancien UNSO (créé en 1973), joue un rôle dirigeant pour atténuer la pauvreté dans les zones arides et semi-arides du monde. Il complète l'assistance technique rurale d'autres organismes et donateurs en s'attaquant aux causes sous-jacentes de la pauvreté rurale;
- Dans la gestion des ressources naturelles rurales, le PNUD a une position sans égal pour faire passer l'accent de l'assistance technique au développement des capacités grâce à son personnel

extrêmement qualifié, tant au siège que sur le terrain, qui se spécialise dans le développement des capacités pour la politique et la gouvernance, y compris la réforme des processus fonciers nationaux;

- Appui à la préparation et à l'application des plans d'action nationaux selon la Convention sur la désertification dans 59 pays;
- Le PNUD est membre du Groupe du Secrétaire général sur la faim (Projet du Millénaire), coauteur du système GCRAI (associé avec l'ICRISAT, le CIRAF et l'ICARDA, qui lient la science à la politique); il est bien placé pour souligner les liens entre la dégradation des terres, les moyens de subsistance et les conflits et les crises.

Suivant le programme opérationnel 15 du FEM sur la gestion durable des terres (nouvelle spécialité du FEM), le PNUD s'attend à mobiliser environ 50 millions de dollars pour des projets dans les trois ans qui viennent.

Demande des pays

Trente-six des 95 bureaux de pays du PNUD envisagent des activités dans ce domaine en 2004-2007.

Ligne de services 3.5

Conservation et emploi durable de la biodiversité

Par l'intégration étroite du FEM et des activités centrales, le PNUD aide les pays et les collectivités à entretenir avec profit les services de la biodiversité et de l'écosystème qui sous-tendent le bien-être humain et le développement économique et à assurer aux pauvres la sécurité alimentaire, des combustibles, un abri, des médicaments et des moyens de subsistance – ainsi que de l'eau propre, la prévention de maladies et une moindre vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Le PNUD appuie la gestion durable de l'agriculture, des pêcheries, des forêts et de l'énergie et une approche favorable aux pauvres dans la conservation et les zones protégées, la biotechnologie et l'ouverture de marchés neufs et viables pour les services de l'écosystème.

Lien avec les OMD

De la protection et de la gestion durable des écosystèmes – des espèces et des ressources génétiques qui les composent et des services qu'ils rendent à la société – dépend la réalisation des OMD. L'OMD 1 (l'extirpation de l'extrême pauvreté et de la faim) exige la productivité de l'agriculture, de l'élevage et des pêcheries – eux-mêmes tributaires des services de l'écosystème (par exemple la fertilité des sols et la limitation de l'érosion). Des écosystèmes sains atténuent l'impact des sécheresses, des inondations et d'autres catastrophes naturelles. Les pauvres dépendent le plus de l'utilisation directe de la biodiversité pour gagner leur vie et ils sont les premiers à souffrir de sa perte. La réalisation de

l'OMD 4 – réduire la mortalité des enfants – exige des écosystèmes sains où les effets des phénomènes climatiques extrêmes sont atténués et où la qualité et la distribution de l'eau potable est améliorée. Cela aide ensuite à limiter les maladies endémiques et nouvelles, qui sont un des pires tueurs d'enfants de moins de 5 ans. S'agissant des OMD 3 et 5, avec la diminution des ressources naturelles, il incombe de plus en plus aux femmes de collecter l'eau potable, le bois combustible et autres produits forestiers. La dégradation des écosystèmes aggrave souvent les maladies transmises par l'eau et les insectes ainsi que les perturbations économiques, le déracinement des populations, l'entassement urbain et la propagation des maladies contagieuses comme le VIH/sida et la tuberculose (OMD 6). Par contre, les ressources génétiques sont la base même des interventions de santé tant traditionnelles que modernes, dont la création de médicaments efficaces.

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans ce domaine sont les suivants :

- Il a le plus grand portefeuille de biodiversité du système des Nations Unies, avec des projets dans plus de 120 pays (avec le FEM);
- Par le FEM, l'Initiative « Équateur » et d'autres programmes, il appuie l'entretien et l'emploi judicieux des services de la biodiversité et de l'écosystème pour réduire la pauvreté;
- Il occupe une position unique pour travailler à la biodiversité des collectivités locales aux niveaux national, régional et mondial (plus de 60 % des 4 000 projets appuyés par le Programme de microfinancements du PNUD/FEM sont axés sur la biodiversité);
- Tous ses pays de programme ont des engagements suivant la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et le PNUD/FEM appuie 92 pays dans la mise au point de leurs stratégies et de leurs plans d'action de biodiversité;
- La biodiversité et les écosystèmes sont liés de près au travail analytique du Projet du Millénaire des Nations Unies sur l'OMD 7;
- Le PNUD est membre d'un partenariat de biodiversité particulièrement actif avec la Convention sur la diversité biologique, le PNUE, l'UNESCO, la FAO et la Banque mondiale;

- Il est étroitement lié avec les ONG (par exemple l'UICN et le World Resources Institute) et membre actif de partenariats mondiaux (dont le système du GCRAI);
- Il est apte à mobiliser des ressources dans ce domaine (son portefeuille de biodiversité a investi plus de 1,3 milliard de dollars par le FEM et directement depuis 10 ans).

Demande des pays

Quarante-neuf des 95 bureaux de pays du PNUD envisagent des activités dans ce domaine.

Ligne de services 3.6

Politique et planification nationale/sectorielle pour limiter les émissions de substances menaçant l'ozone et de polluants organiques persistants

Le Protocole de Montréal et les programmes du FEM, au PNUD, appuient les gouvernements qui élaborent et renforcent des stratégies nationales et sectorielles pour réduire systématiquement et éliminer les substances qui menacent l'ozone et les polluants organiques persistants (POP). On aide les entreprises à maintenir leur compétitivité en leur fournissant les meilleures technologies de substitution disponibles et des possibilités de développer leurs capacités.

Lien avec les OMD

Les efforts du PNUD pour protéger la couche d'ozone servent plusieurs des OMD. L'élaboration de stratégies nationales ou sectorielles pour contrer les menaces sur l'ozone est fondée sur les principes du développement durable (OMD 7); et la fourniture des meilleures technologies de substitution et la mise au point de solutions technologiques locales favorisent la compétitivité et répondent aux soucis de santé (OMD 8). Le programme du Protocole de Montréal du PNUD s'emploie à réduire la pauvreté mondiale dans plus de 70 pays en empêchant les pertes d'emplois, notamment dans les PME. De plus, sa coopération avec l'unité VIH/sida et les agriculteurs favorise la lutte contre le VIH/sida (OMD 6).

Plusieurs des OMD sont nettement liés à la vaste gamme d'impacts sanitaires et écologiques des POP : par exemple, réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim (9 des 12 POP sont des pesticides), réduire des deux tiers la mortalité des moins de 5 ans (effets natals et prénatals des POP) et de moitié la proportion de ceux qui n'ont pas accès à une eau potable saine (les POP contaminent l'eau).

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans ce domaine sont les suivants :

- Expérience et compétence de l'édification de capacités nationales afin de fixer des orientations et d'appliquer des stratégies nationales et sectorielles durables pour éliminer les menaces sur

- Expérience et compétence de l'édification de capacités nationales afin de fixer des orientations et d'appliquer des stratégies nationales et sectorielles durables pour éliminer les menaces sur l'ozone;
- Interaction avec les planificateurs d'État, plus de 1 000 entreprises privées, plus de 3 000 petites et moyennes entreprises et plus de 400 000 agriculteurs pour maintenir la compétitivité et l'emploi;
- Partenariats étroits avec les organismes techniques des Nations Unies aptes à s'occuper des POP et des produits chimiques (ONUDI, OMS, UNITAR);
- Synergies avec les conventions sur les changements climatiques et la désertification; fort potentiel d'intégration intersectorielle pour appuyer d'autres secteurs d'intervention du PNUD;
- Aptitude à mobiliser les ressources dans ce domaine (387 millions de dollars pour la programmation approuvée du Protocole de Montréal à ce jour; 100 millions de dollars déjà approuvés par engagements précoces pour 2003-2005; 20 millions de dollars approuvés pour la programmation des POP à ce jour; environ 20 millions de dollars attendus en 2003-2006 pour les démonstrations de technologies de destruction et de réduction des POP et la dissémination des pratiques optimales).

Demande des pays

Si 74 pays ont demandé l'appui du PNUD dans ce domaine, les programmes nationaux ou sectoriels pluriannuels à grande échelle pour éliminer les menaces sur l'ozone ont été approuvés dans 11 pays.

Objectif 4. Prévention des crises et relèvement

Ligne de services 4.1

Prévention des conflits et édification de la paix

Pour le PNUD, l'interdépendance de la paix et du développement donne accès à la prévention des conflits et à l'édification de la paix. Il travaille à renforcer les institutions et mécanismes qui peuvent empêcher et régler les conflits violents et à veiller à ce que les programmes nationaux et régionaux de développement s'occupent des risques et de l'effet des conflits.

Lien avec les OMD

La Déclaration du Millénaire (résolution 55/2 de l'Assemblée générale) invoque en la prévention des conflits un mandat essentiel pour la paix et la sécurité, pour lequel le PNUD procure des solutions de développement qui intéressent les OMD en réduisant de moitié l'extrême pauvreté, en autonomisant les femmes et en assurant la durabilité de l'environnement.

Avantages du PNUD

Le PNUD contribue à donner corps aux perspectives ouvertes par le Secrétaire général dans son rapport de 2001 sur la prévention des conflits armés par le rôle critique que jouent les Nations Unies pour appuyer les États Membres dans :

- L'acquisition de leur capacité propre et à long terme de régler pacifiquement les différends;
- Leurs efforts de prévention des conflits armés.

L'avantage relatif du PNUD tient à :

- Son équité et son impartialité/neutralité;
- Son rôle unique de coordination et de création de partenariats;
- La confiance qu'il inspire et l'accès qu'il a aux gouvernements nationaux;
- Sa présence mondiale sur le terrain;
- Ses années de travail avec tous les intéressés pertinents;
- Son appui à la gouvernance démocratique, clef d'une paix et d'un développement durables.

Demande des pays

Vingt bureaux de pays envisagent des activités dans ce domaine en 2004-2007⁸. Les représentants résidents ont cité les résultats enregistrés comme une importante contribution aux pays de programmes en 2000-2003.

Ligne de services 4.2**Relèvement**

Le mandat du PNUD pour le relèvement après conflit comprend : le développement humain durable, le développement des capacités gouvernementales et locales et l'appui à une réponse exhaustive des Nations Unies à l'ensemble des besoins de réinsertion en facilitant les programmes communs et la coordination. En brisant le cycle pernicieux des crises, de la pauvreté et des risques, le PNUD aide les collectivités à se remettre des conflits et à progresser vers l'OMD 1 : l'extirpation de l'extrême pauvreté et de la faim.

Lien avec les OMD

Pour atteindre les OMD dans les pays en crise (ou en sortant), il faut intégrer les réponses de développement immédiates et à long terme. La prestation des services sociaux, l'appui à la gouvernance locale et le relèvement économique en situation de crise et d'après crise jouent un rôle clef pour aider les pays en crise à empêcher la pauvreté, les maladies, la mortalité des enfants et la pollution écologique de s'aggraver, entre autres buts de développement.

Avantages du PNUD

Avec sa présence mondiale sur le terrain avant, pendant et après les crises, le PNUD :

- A les connaissances et l'expérience locales voulues pour fournir, dans un cadre de développement, un appui rapide et soutenu aux pays souffrant de crises;
- Coordonne, par son rôle de coordonnateur résident, l'assistance dans les situations de développement spéciales;
- Facilite la transition secours-développement, notamment par la mobilisation de ressources souples pour une assistance rapide au développement;
- Assiste le processus dit des « 4 R » en association avec les organisations humanitaires et la Banque mondiale;

⁸ Le nombre de pays de programmes utilisant les services du PNUD pour la prévention des crises et le relèvement est moindre que pour d'autres lignes de services car les pays en conflit sont un sous-type de pays en développement – qui d'ailleurs fait un appel intensif à ces services.

- Fait appel aux Volontaires des Nations Unies pour leur compétence peu coûteuse;
- Est apte à mobiliser des ressources dans ce domaine.

Demande des pays

Pour 2004-2007, 17 bureaux de pays du PNUD envisagent des activités. Les représentants résidents ont cité les résultats dans ce domaine comme étant une importante contribution aux pays de programme en 2000-2003.

Ligne de services 4.3

Réduction des armes légères, désarmement et démobilisation

Tout en édifiant des capacités à tous les niveaux pour promouvoir la sécurité humaine, le PNUD joue un rôle de pointe pour aider les pays à endiguer les armes illicites et à s'occuper des anciens combattants et d'autres groupes armés en leur offrant d'autres perspectives d'emploi et de développement.

Lien avec les OMD

La Déclaration du Millénaire – résolution 55/2 de l'Assemblée générale (« Paix, sécurité et désarmement ») – expose nettement la nécessité d'aider au maintien de la paix et au règlement des différends. Outre l'incidence des blessures, mortelles ou non, dans les pays en développement, les violences armées peuvent aggraver la criminalité, détruire ou affaiblir rapidement les services sociaux, réduire l'activité économique, perturber l'investissement, l'épargne et la collecte de l'impôt, et détruire le capital social. L'approche du PNUD dite « développement contre microdésarmement » est donc directement liée à l'objectif visant à réduire de moitié l'extrême pauvreté.

Avantages du PNUD

Le CEAH et le CPI ont confié au PNUD deux mandats : désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR); et réduction des armes légères. Son vaste réseau sur le terrain et son approche du développement lui permettent ceci :

- Coopération étroite avec les partenaires locaux aux programmes qui réduisent l'incidence des violences;
- Inscription de la réduction des armes légères et des programmes de DDR dans les plans de développement durable et dans l'édification des institutions;
- Tenue des engagements des Nations Unies pour la réduction des armes légères;
- Appui rapide aux anciens combattants – groupe à risque élevé – notamment par une reconversion durable grâce à des programmes d'apprentissage et de formation;

Le PNUD :

- Est devenu un organisme de pointe dans ce secteur;
- S'est avéré apte à mobiliser l'appui financier nécessaire;
- A noué des partenariats avec le DAD, le DOMP, l'OMS, l'UNICEF, les gouvernements donateurs et les ONG;
- S'est avéré apte à mobiliser des ressources dans ce domaine.

Demande des pays

Vingt bureaux de pays du PNUD envisagent des activités dans ce domaine en 2004-2007.

Ligne de services 4.4

Lutte antimines

La lutte antimines a moins trait aux mines terrestres qu'aux habitants des lieux qu'elles affectent et à leurs interactions correspondantes. Elle vise un but d'humanité et de développement : recréer un cadre de vie sans danger; où le bien-être économique et social est libéré des contraintes imposées par les mines terrestres; et où les besoins de leurs victimes sont pris en compte.

Lien avec les OMD

Du fait de la menace des mines, de vastes étendues fertiles restent en friche. Les explosifs enterrés dégradent les sols et ont un effet toxique prolongé sur l'environnement. La lutte antimines est un exemple singulier de ce que les partenariats mondiaux peuvent faire pour les causes du développement. Elle appuie directement trois des objectifs du Millénaire : réduction de la pauvreté (objectif 1), environnement durable (objectif 7) et partenariats mondiaux pour le développement (objectif 8).

Avantages du PNUD

La responsabilité première pour gérer les programmes de lutte antimines dans les pays qu'elles affectent incombe aux autorités nationales et locales. Conformément à la répartition des tâches entre les organismes des Nations Unies intéressés, le rôle primordial du PNUD est :

- D'aider les pays affectés à combattre la menace des mines de manière coordonnée et systématique;
- De créer un environnement où les activités antimines puissent avoir le maximum d'effet;
- De faire participer les intéressés aux discussions sur la popularisation de la lutte antimines dans le cadre des stratégies nationales de développement;
- De mobiliser les ressources à l'appui des programmes à maîtrise nationale.

Demande des pays

Seize bureaux de pays du PNUD envisagent des activités dans ce domaine en 2004-2007.

Ligne de services 4.5**Réduction des catastrophes naturelles**

Le PNUD cherche à faire que les considérations de prévoyance face aux risques de ces catastrophes soient inscrites dans les programmes nationaux et régionaux de développement et que les pays profitent du relèvement après catastrophe comme d'une occasion unique d'atténuer les risques et vulnérabilités à l'avenir.

Lien avec les OMD

L'objectif 7, sur l'environnement, est particulièrement pertinent pour cette ligne de service car les éboulements, les inondations et les ouragans sont souvent causés ou aggravés par une mauvaise gestion de l'environnement. La préservation des progrès dus au développement et la réduction des risques de catastrophes ont trait à la section de la Déclaration du Millénaire portant sur la protection de l'environnement ainsi qu'aux objectifs 1 (réduction de la pauvreté) et 7 (environnement durable).

Avantages du PNUD

Les catastrophes naturelles ont des effets démesurés sur les pays pauvres qui n'ont généralement pas les moyens de les prévenir ni de les atténuer suffisamment. En réponse au programme de réformes du Secrétaire général, la responsabilité des activités opérationnelles pour atténuer et prévenir ces catastrophes et s'y préparer a été confié au PNUD qui :

- A réuni des compétences spécialisées pour un appui soutenu à la réduction des risques de catastrophes;
- Travaille de près avec ses partenaires des Nations Unies pour appuyer l'application de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes;
- Préconise l'apport de ressources à la prévention et au développement des capacités (ces ressources ne sont encore qu'un pourcentage infime de celles dont on dispose pour les secours d'urgence).

Demande des pays

Vingt-deux bureaux de pays du PNUD envisagent des activités dans ce domaine en 2004-2007.

Ligne de services 4.6**Initiatives spéciales pour pays en transition**

Pour aider les pays à se remettre des expériences politiques violentes de générations passées et à éviter de retomber en crise, le PNUD appuie les opérations de paix des Nations Unies et prend des initiatives spéciales pour les pays en transition. Il donne aux autorités locales, provinciales, nationales et transitoires un appui immédiat et à délai pour les aider à remplir leur mandat : prestations de services publics essentiels, retour de la sécurité, amorce de changements politiques et création d'une vision de paix et de réforme démocratique.

Lien avec les OMD

Cette ligne de services a trait à la section de la Déclaration du Millénaire portant sur la paix, la sécurité et le désarmement, les droits de l'homme, la démocratie et la bonne gouvernance; elle a trait aussi à la protection des personnes vulnérables et au renforcement du système des Nations Unies. Par sa participation aux initiatives spéciales, le PNUD noue des partenariats multilatéraux à l'appui des pays en transition, avec des liens directs avec les OMD 1 (réduction de la pauvreté) et 8 (partenariats mondiaux).

Avantages du PNUD

Le rapport de 2000 du Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies, dit Rapport Brahimi, a suggéré d'employer systématiquement le potentiel opérationnel inutilisé du PNUD pour renforcer l'engagement des Nations Unies dans les opérations de paix. La présente ligne de services exprime donc la volonté du PNUD de voir plus utiliser ce potentiel dans le contexte des missions intégrées des Nations Unies ainsi que sa disponibilité pour des initiatives spéciales à l'appui des gouvernements en transition. Il est bien placé pour lancer et administrer de telles initiatives car :

- C'est un partenaire écouté des gouvernements qui peut administrer et mettre en oeuvre pour leur compte;
- Il a l'expérience du renforcement des capacités nationales qui peut servir à appuyer les gouvernements en transition, dont la capacité opérationnelle est souvent très faible;
- Il a prouvé son aptitude à mobiliser et à vite déboursier des ressources pour initiatives spéciales.

Demande des pays

Cinq bureaux de pays du PNUD envisagent des activités dans ce domaine en 2004-2007.

Objectif 5. Combattre le VIH/sida

Ligne de services 5.1

Développement de l'autorité et des capacités face au VIH/sida

Le PNUD appuie les stratégies nationales contre le VIH/sida qui mobilisent les autorités sociales et politiques et l'action dans tous les secteurs. Elles mettent en jeu la promotion d'une transformation radicale des normes, valeurs et pratiques, guidées par les principes de participation, d'égalité des sexes et des droits de l'homme. Le PNUD aide aussi les gouvernements, les organisations locales, la société civile et le secteur privé à se donner les moyens d'attaquer les causes profondes de l'épidémie, et il renforce l'aptitude des collectivités à l'action, à la mobilisation sociale et au changement.

Lien avec les OMD

L'appui du PNUD dans le domaine du VIH/sida contribue directement à l'objectif 6 de lutte contre le VIH/sida. S'il n'est pas atteint, les cibles d'OMD relatives à la pauvreté et à la faim (OMD 1), à l'éducation (OMD 2), à l'égalité des sexes (OMD 3), à la mortalité des enfants (OMD 4), à la santé maternelle (OMD 5) et aux partenariats mondiaux pour le développement (OMD 8), sont toutes en péril.

Avantages du PNUD

Coauteur du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le PNUD occupe un créneau où créer un environnement (politique, législation et ressources) permettant d'atteindre les OMD et les buts de la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Dans ce domaine, les avantages relatifs du PNUD sont les suivants :

- Mise au point et introduction de méthodologies transformatrices pour développer l'autorité à tous les niveaux et dans tous les secteurs (ce que ses partenaires en développement reconnaissent comme son innovation);
- Recours à des méthodologies holistiques pour attaquer les fondements de l'épidémie;
- Renforcement de la capacité des organisations d'État, de la société civile et des collectivités, et celle des individus pour une action effective contre le VIH/sida pour la mobilisation sociale et le changement;
- Points d'accès multiples et ensembles synergiques d'activités axées sur les masses et visant l'individu, la société et les institutions;
- Association avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme; les VNU; la CNUEH; et d'autres organisations.

Demande des pays

Trente des 95 bureaux de pays du PNUD envisagent des activités dans ce domaine en 2004-2007.

Ligne de services 5.2**Planification et mise en oeuvre du développement et réactions au VIH/sida**

Le PNUD promeut les processus nationaux de planification du développement en tant qu'engagements multisectoriels et stratifiés des gouvernements, des Nations Unies et d'autres partenaires. Cela suppose l'insertion du VIH/sida dans les instruments nationaux de cette planification, y compris les plans et budgets nationaux de développement; le processus des DSRP, les processus relatifs à la dette, dont l'initiative PPTE; les PNUAD; les programmes de pays et les études sectorielles.

Lien avec les OMD

L'approche du PNUD pour la planification du développement s'agissant du VIH/sida (relier les districts et collectivités aux politiques nationales, attaquer les inégalités de sexe et autres fondements et créer des synergies intersectorielles) réduit la pauvreté et la faim, favorise l'égalité des sexes, réduit la mortalité maternelle et infantile, augmente la fréquentation scolaire primaire, et aide à construire des partenariats mondiaux pour le développement.

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans ce domaine tiennent à ce qui suit :

- Expérience mondiale largement reconnue (le PNUD travaille en association avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organismes bilatéraux, le Fonds mondial et la société Shell, outre ses nombreux partenaires au niveau des pays);
- Le PNUD a été officiellement désigné par l'ONUSIDA comme l'organe pivot pour le VIH/sida sur la gouvernance et la planification du développement (organe de pointe du système des Nations Unies et du secrétariat de l'ONUSIDA et coauteur);
- Le PNUD a l'expérience de saisir les ministères techniques de la question du VIH/sida et d'aider les secteurs public et privé à s'en occuper dans leurs opérations;
- Le PNUD fait des recommandations de politique au vu de l'impact du VIH/sida sur les secteurs; il appuie la planification stratégique nationale et la planification sous-nationale pour le VIH/sida; il renforce l'aptitude des conseils nationaux sur le sida à réagir efficacement;
- Il a des stratégies face à la perte en ressources humaines et en capacité institutionnelle découlant de l'épidémie dans les pays les plus affectés, dont l'Afrique subsaharienne;
- Il revoit les documents des BCP/PNUAD pour combattre le VIH/sida;

- Il est associé au Fonds mondial de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (principal bénéficiaire de dons dans 13 pays) et avec la Global Alliance for Improved Nutrition.

Demande des pays

Trente-neuf des 95 bureaux de pays du PNUD envisagent des activités dans ce domaine en 2004-2007. Les représentants résidents ont cité les résultats dans ce domaine comme étant une importante contribution aux pays de programmes en 2000-2003.

Ligne de services 5.3

Plaidoyer et communication face au VIH/sida

Le PNUD se sert du plaidoyer et de la communication pour faire mieux comprendre l'épidémie, la circonscrire et l'enrayer. Secteurs d'appui : stratégies de communication contre l'opprobre et la discrimination; et relations de genre qui rendent les femmes et les filles plus vulnérables à l'infection; plaidoyer pour réformes juridiques; dialogue de politique sur la prévention, l'atténuation de l'impact et la formulation de lois antidiscrimination pour les personnes qui vivent avec le VIH/sida.

Lien avec les OMD

L'approche du PNUD face au VIH/sida met en jeu le plaidoyer et la communication pour créer un environnement qui serve directement et indirectement les OMD par une législation des droits, dont le dialogue de politique et public, les conversations locales pour aborder les questions sociales qui alimentent l'épidémie; le plaidoyer pour des réponses idoines; et l'appel aux arts et aux médias pour la transformation sociale.

Avantages du PNUD

Les avantages du PNUD dans ce domaine tiennent à ce qui suit :

- Expérience de l'approche basée sur les droits, de la promotion de l'égalité des sexes et de l'affrontement de l'opprobre et de la discrimination;
- Forte position au niveau de pays pour prôner les réformes juridiques qui empêchent la discrimination contre les personnes vivant avec le VIH/sida;
- Expérience de la tenue de forums et de dialogues nationaux, notamment par l'emploi de rapports sur le développement humain (ces rapports régionaux et nationaux sur le VIH/sida sont propres au PNUD);
- Compétence et rôle important dans les contacts et la communication, dans la coopération avec les médias et les artistes contre le mur du silence sur le VIH/sida, pour faire mieux comprendre l'épidémie et susciter des images et des messages d'optimisme et d'espoir à cet égard;

- Au niveau des pays, le PNUD a une position unique pour promouvoir le dialogue de politique entre tous les intéressés et faciliter les tables rondes.

Demande des pays

Quinze des 95 bureaux de pays du PNUD envisagent des activités dans ce domaine en 2004-2007.

Annexe 2

Cadre intégré de ressources (CIR), 2004-2007

Catégorie	Programme												Appui au programme												Gestion et administration ^e	Appui aux activités opérationnelles des Nations Unies ^f	En pourcentage du total général				
	Ressources (donateurs)						Ressources locales						Ressources des donateurs						Res-sources locales						Ressources (donateurs)						
				Autres ressources (participation du gouvernement aux coûts)						Ressources ordinaires			Autres res-sources (participation du gouvernement aux coûts) ^d						Res-sources ordinaires			Res-sources ordinaires									
	Res-sources ordinaires	Autres res-sources (cofinancement)	Ressources totales (donateurs)				Bureaux de pays	Siège	CBEG et autres	Total	Autres res-sources (cofinancement) ^c	Ressources totales (donateurs)				Total	Res-sources ordinaires	Res-sources ordinaires				Total général									
						Total																									
Programme central																															
Bureaux de pays, dont les pays en crise																															
Pays les moins avancés																															
	1 236	866	2 102	30	2 132	264	88	(38)	314	64	378	1	379										2 511								
Autres pays																															
	824	2 257	3 081	3 581	6 662	339	58	(76)	321	168	489	98	587										7 249								
Pays contributeurs nets																															
	–	20	20	143	163	12	5	(8)	9	1	10	24	34										197								
Total partiel ^a																															
	2 060	3 143	5 203	3 754	8 957	615	151	(122)	644	233	877	123	1 000										9 957								
Autres																															
	430	603	1 033	2	1 035	5 ^b	6	–	11	45	56	–	56										1 091								
Total																															
	2 490	3 746	6 236	3 756	9 992	620	157	(122)	655	278	933	123	1 056										11 048	95							
Gestion et administration																															
Appui aux Nations Unies																															
Appui de programme à la coordination résidente																															
																							50	50							
Bureaux de pays																															
																							218	218							
BGD																															
																							6	6							
BSAI																															
																							2	2							

Catégorie	Programme				Appui au programme								Appui aux activités opérationnelles des Nations Unies ^f				
	Ressources (donateurs)			Ressources locales	Ressources des donateurs					Ressources locales	Ressources (donateurs)						
	Res-sources ordi-naires	Autres res-sources (cofinan-cement)	Ressources totales (donateurs)	Autres ressources (participation du gouverne-ment aux coûts)	Total	Ressources ordinaires				Autres res-sources (participation du gouverne-ment aux coûts) ^d	Total	Res-sources ordi-naires	Res-sources ordi-naires	En pourcentage du total général			
						Bureaux de pays	Siège	et autres	Total								
						CBEG	Total	Autres res-sources (cofinan-cement) ^c	Ressources totales (donateurs)								
VNU (net)														53	53		
Total														329	329	3	
Total général	2 490	3 746	6 236	3 756	9 992	620	127	(122)	655	278	933	123	1 056	264	329	11 641	100

^a Comprend les programmes régionaux, mondiaux et autres (évaluation, CTPD, Programme d'assistance au peuple palestinien, services d'appui au développement, etc.) pour les ressources de programme, de donateurs et locales.

^b Comprend le budget afférent au Programme d'assistance au peuple palestinien pour cette seule colonne.

^c Pour l'appui au programme/ressources des donateurs, comprend 184,2 millions de dollars pour les bureaux de pays et 94,4 millions de dollars pour le siège.

^d Pour l'appui au programme/ressources locales, comprend 110,4 millions de dollars pour les bureaux de pays et 12,4 millions de dollars pour le siège.

^e Exclut les autres ressources : 59,5 millions de dollars pour la gestion et l'administration.

^f Exclut les autres ressources des donateurs : 1,7 million de dollars pour le BGD, 25 millions de dollars pour le BSAI et 16,7 millions de dollars pour les VNU.

Abréviations : CBEG : coûts des bureaux extérieurs pris en charge par les gouvernements; BGD : bureau du groupe pour le développement; BSAI : bureau des services d'achats interorganisations; VNU : Volontaires des Nations Unies.

Annexe 3

Allocation des ressources par catégorie budgétaire (2004-2007)

(En millions des dollars des États-Unis)

